

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT À LA VENTE

Collectif de la Presse

1936... UNE EXPÉRIENCE D'ÉPOQUE

"Le prolétaire à l'enfant" (mis en couleur numériquement)
Robert Capa (1936) Domaine public



1936
UNE EXPÉRIENCE
D'ÉPOQUE



LA SITUATION D'ÉPOQUE

1934-1937

Les anarchistes et le Front Populaire
(publié le 3 Avril 2015)

Cette année a été celle de toutes les commémorations : Charte d'Amiens, Révolution espagnole, insurrection hongroise, et bien sûr Front populaire. Pour évoquer ce dernier événement, le mensuel *Alternative libertaire* a choisi non pas de retracer la geste héroïque des grèves et des occupations d'usine, ce qui a largement été fait par ailleurs, mais d'opérer un retour critique sur l'action des anarchistes durant cette période de 1934-1936.

Le soir du 6 février 1934, des milliers de manifestants, en partie armés, marchent sur l'Assemblée nationale à Paris, à l'appel des ligues d'extrême droite. La police contient difficilement la foule, ouvre le feu. Les combats durent une partie de la nuit ; il y aura 2 000 blessés ; on relèvera 16 morts.

Le danger représenté alors par l'extrême droite en 1934 n'est pas imaginaire. Ses différents acteurs — Action française, Jeunesses patriotes, Solidarité française, Francistes, Croix de feu — totalisent plus de 200.000 adhérents. À titre de comparaison, le PCF en aligne alors 30.000 et le PS-SFIO 120.000.

L'Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR) elle, compte environ un millier de militants. Les trotskistes de la Ligue communiste, une centaine.

Au final, le bilan du 6 Février est maigre pour l'extrême droite, qui n'est parvenue à faire la démonstration que de ses divisions et de ses hésitations. Mais le contexte de montée du fascisme en Europe va pousser la gauche française à dramatiser les événements, en dénonçant le "complot fasciste" et une tentative de "coup d'État".

La riposte ouvrière à l'extrême droite

Dès le 7 février, une réunion est convoquée par la CGT pour préparer la riposte. Tous les groupements de gauche et ouvriers, dont la SFIO, la Ligue des droits de l'homme et l'UACR répondent présent¹ — à l'exception du PCF et de son appendice syndical, la CGTU. Une grève générale et une manifestation sont décidées pour le 12 février.

Les communistes viendront-ils ? Rien n'est moins sûr. Entre le PCF et le reste du mouvement ouvrier, les directives de l'Internationale communiste (Komintern), creusent un abîme infranchissable. En vertu de sa stratégie "classe contre classe", bourgeoisie, anarchisme, social-démocratie et fascisme sont mis dans le même sac et traités en ennemis — en particulier la social-démocratie qui se voit qualifier dans *L'Humanité*, à longueurs de colonnes, de "social-traître", "social-patriote", "social-flic" et même "social-fasciste" !

Le 9 février, PCF et CGTU appellent d'ailleurs séparément à une grève et à une manifestation sur leurs propres mots d'ordre : à la fois hostiles au fascisme et à la social-démocratie. Mais leur appel est peu suivi et n'apporte qu'un résultat médiocre.

A contrario, la journée de grève et de mobilisation du 12 février rencontre un succès immense. Des centaines de milliers de personnes défilent dans toute la France. On compte un million de grévistes rien qu'en Région parisienne. Coup de théâtre enfin : le PCF et la CGTU se sont ralliés in extremis. À Paris, sur le Cours de Vincennes, l'émotion est à son

¹ Nicolas Faucier, "Dans la mêlée sociale, itinéraire d'un anarcho-syndicaliste" (*La Digitale*, 1983). Dans ces mémoires, Faucier raconte cette réunion à laquelle il participa.

comble ; une foule de 100.000 personnes scande « Unité d'action ! Unité d'action ! »²

Fièvre unitaire à l'UACR

Cette journée historique du 12 février, les anarchistes y participent aussi. Aussi bien l'UACR, qui la veille avait publié un numéro spécial du *Libertaire*, que la CGT-SR (Syndicaliste révolutionnaire) — ancêtre de l'actuelle CNT. Les libertaires n'échappent pas à l'euphorie unitaire du moment et il semble bien que, dès avant le 12 février, l'UACR a "flairé" que le mouvement ouvrier était au seuil d'un tournant politique majeur.

La suite des événements sera effectivement au diapason et, poussés par la base, les appareils socialiste et communiste — avec la bienveillance du Komintern dans le second cas — se rapprocheront peu à peu. En réalité, Moscou a tiré le bilan de l'avènement de Hitler, dû en grande partie à la désunion entre socialistes et communistes, et veut changer de braquet.

Mais quelle va être l'étape suivante, après le 12 février ? Quelle va être la traduction politique de cette "unité d'action" dont désormais tout le monde parle ? Dans *Le Libertaire*, Lashortes n'hésite pas à écrire qu'il s'agit « d'opposer au programme politique fasciste un programme politique de front unique anti-fasciste. [...] Il faut opposer au fascisme non pas la défense d'un régime qui ne peut se défendre, mais les solutions politiques communes à toutes les formations [...] qui adhèrent au Front unique. Et j'entends bien qu'une politique ainsi définie sera le résultat d'un effort extrême de conciliation [...] »³ Certes Lashortes est coutumier de ce genre de déclarations imprudentes, que souvent ses camarades lui reprocheront après coup. Mais cet article traduit l'état d'esprit du moment à l'UACR, guère éloigné d'ailleurs de celui de la CGT-SR, qui voit dans le 12 Février « le premier acte d'une révolution que rien ne pourra arrêter »⁴.

² Jacques Fauvet, *Histoire du Parti communiste français*, (Fayard, 1964).

³ *Le Libertaire*, 30 mars 1934. Cité par Jean Rabaut, "Tout est possible ! Les « gauchistes » français 1929-1944" (Denoël, 1974).

⁴ Article de Pierre Besnard dans *Le Combat syndicaliste* du 16 février 1934. Cité par Jérémie Berthuin, "La CGT-SR et la Révolution espagnole" (CNT-RP, 2000).

Divergences de vues

L'UACR est alors la principale organisation anarchiste française. Elle se vit comme dépositaire de la tradition anarchiste ouvrière et syndicaliste d'avant 1914 et, à ce titre, dispose encore d'une implantation et d'une influence non négligeables, notamment dans le bâtiment, la métallurgie et chez les ouvriers agricoles⁵. Ses dirigeants Frémont, Lecoin, Le Meillour, Faucier, sont ouvriers eux-mêmes. Son hebdomadaire, *Le Libertaire*, affiche un tirage en baisse, à 10.000 exemplaires, mais le titre conserve sa notoriété. Son contenu est riche, rigoureux, et globalement débarrassé du folklore anar (émancipation par le végétarisme, le nudisme, etc.) qui se perpétue dans des publications de moindre importance.

L'organisation a été affaiblie, quelques années plus tôt, par une scission de sa frange "traditionaliste" qui a formé l'Association des fédéralistes anarchistes (AFA), un groupement relativement amorphe qui promeut une "anarchie" principalement culturelle et philosophique, mais qui bénéficie de la présence du prestigieux Sébastien Faure.

Dès le mois de mai 1934 se tient un congrès de réunification UACR-AFA, sous l'étendard de l'antifascisme. L'UACR fait des concessions : elle adapte ses statuts aux manies en usage à l'AFA (refus de payer des cotisations régulières, localisme, individualisme) et doit renoncer à la référence communiste et révolutionnaire de son sigle pour se rebaptiser UA. Les ouvriéristes de l'organisation — Guyard, Carpentier, Ridet — refusent cette édulcoration de l'identité révolutionnaire et rompent pour former la Fédération communiste libertaire (FCL). Cette FCL, trop réduite, trop isolée, n'aura qu'une existence éphémère. Elle reviendra au bercail deux ans plus tard⁶.

Le congrès précise en outre la stratégie antifasciste. En théorie, toute alliance avec les partis politiques est exclue. Dans la réalité, elle ne cessera pas. Déjà une dérogation est admise : sur le modèle de ce qu'elle a fait après le 6 février, l'UA pourra participer à des comités antifascistes unitaires dans la mesure où les syndicats en seront à l'origine. Ce sera

⁵ Jean-Pierre Rioux, "Révolutionnaires du Front populaire" (UGE, 1973).

⁶ Il s'agit de la "première FCL", sans rapport avec celle qui existera entre 1953 et 1957.

le cas dès l'été 1934, avec la participation au centre de liaison et de coordination des forces antifascistes de la Région parisienne.

Quoiqu'en disent les mécontents, la réunification est fructueuse pour l'UA, dont les effectifs repartent à la hausse, de même que les ventes du *Libertaire*. L'organisation semble plus solide pour affronter les événements qui s'annoncent.

Le virage patriote du Front populaire

Depuis février 1934, l'UA a considéré que la riposte à l'extrême droite et l'enthousiasme unitaire ont créé un sursaut positif dans une classe ouvrière apathique. Ce n'est qu'à l'automne 1934 qu'elle commence à s'inquiéter de la tournure que prennent les événements : les communistes viennent alors de déclarer publiquement qu'ils souhaitent inclure le Parti radical dans l'unité d'action !

Le "Front populaire" prôné par le PCF se précise alors : il s'agit non pas d'un front ouvrier, mais d'un front républicain. Plus question d'amener la petite bourgeoisie sur les revendications du prolétariat. Plus question de risquer l'effrayer avec des mots d'ordre virulents. Il s'agit au contraire d'aligner les organisations ouvrières sur le programme du parti radical qui, subitement, n'est plus qualifié par le PCF de "parti bourgeois" mais de "représentant des classes moyennes".

L'explication de cette évolution est donnée le 2 mai 1935 avec la signature du Pacte Laval-Staline d'assistance mutuelle franco-soviétique, par lequel la France devient un appui militaire pour l'URSS. Illico, le PCF fait une croix sur quinze ans d'antimilitarisme et d'internationalisme, adopte un discours patriotique et approuve le réarmement de l'État français. Ce virage patriote révolte les anarchistes, qui bientôt affubleront les militants du PCF du nouveau sobriquet de "naco", pour "national-communiste".

Pourtant l'UA n'est pas encore totalement détachée du Front populaire. Elle prend part au grand défilé antifasciste prévu le 14 juillet 1935. Mais, le préfet ayant refusé la présence des drapeaux noirs, ses militantes et ses militants en sont réduits à défiler de façon anonyme, dans leurs cortèges syndicaux. Ce 14 juillet 1935, bleu-blanc-rouge jusqu'à la nausée, laissera un souvenir cuisant aux révolu-

tionnaires. Car c'est à cette occasion que le PCF adopte le drapeau tricolore à égalité avec le drapeau rouge ; que La Marseillaise se mêle à L'Internationale ; et que, dans le discours unitaire, on en fait appel à Jeanne d'Arc !

En août, éclatent des grèves violentes — plusieurs grévistes tués par la police — à Brest et Toulon. PCF, SFIO et Parti radical les dénoncent, feignant de n'y voir qu'une provocation de la "pègre" voire des "fascistes". Tout ce qui menace l'ordre républicain est désormais proscrit. Dans L'Humanité, Jacques Duclos assène : « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le Parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs. » L'été 1935 sonne donc le glas des sympathies que pouvait avoir l'UA pour le Front populaire. La coupe est pleine. Toutes les passerelles sont rompues. « Le Front populaire est mort, tonne Sébastien Faure. Tant mieux. De profundis. »⁷ Le virage patriote du PCF fait dire à l'UA, se référant à l'expérience de 1914, que « le Front populaire est une Union sacrée avant la lettre ». Par la suite, le ton sera encore plus tranchant : « Le Front populaire, c'est l'Union sacrée, et l'Union sacrée, c'est la guerre. »⁸

La stratégie du "Front révolutionnaire"

Il n'est plus possible pour l'UA de suivre le courant comme elle l'a fait depuis février 1934. Il lui faut réévaluer sa stratégie. C'est chose faite lors du congrès qu'elle tient les 12-13 avril 1936, avec l'adoption de la stratégie de "Front révolutionnaire", opposé au Front populaire.

Il s'agit désormais de se coaliser avec les minorités révolutionnaires existant au sein ou en-dehors de la SFIO — en premier lieu la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, qui en juin 1938 fera scission pour créer un Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) assez perméable aux thèses de l'extrême gauche (trotskiste ou libertaire).

L'objectif primordial de ce "Front révolutionnaire" est de lutter contre la nouvelle "Union sacrée". Déjà, plusieurs mois avant le congrès de l'UA, les 10 et 11 août 1935, les diverses minorités (revue *La Révolution prolétarienne*,

⁷ *Le Libertaire*, 13 décembre 1935.

⁸ *Le Libertaire*, 20 mars 1936.

pivertistes, trotskistes, conseillistes, UA, CGT-SR...) avaient tenu une Conférence nationale contre la guerre qui proclamait : « Ce n'est pas d'une guerre impérialiste mais de la lutte sociale que nous attendons la chute du régime hitlérien. Nous voulons opposer l'unité ouvrière à l'union sacrée que l'on nous prépare. »⁹

La stratégie de Front révolutionnaire va permettre à l'UA se rompre l'isolement qui la menaçait, et de se poser comme une force politique d'entraînement — notamment dans le feu des grèves qui éclatent un mois après son congrès.

L'UA un peu dépassée par les grèves

Le raz-de-marée gréviste qui dure quatre semaines à partir du 11 mai va dépasser toutes les forces politiques et syndicales. L'UA, à bien des égards ne fait pas exception. Même si ses militant-es jouent un rôle central en bien des endroits¹⁰, l'organisation a du mal à analyser la situation au-delà du caractère quantitatif des grèves. Elle ne comprend que tardivement ce que la pratique inédite d'occupation des usines recèle de potentiellement autogestionnaire. Le 12 juin, l'éditorial du *Libertaire* titre encore « Bifteck d'abord ! » et reste muet sur les perspectives politiques. Il faut attendre le 3 juillet, après la fin des grèves, pour que Le *Libertaire*, sous la plume de Nicolas Faucier, se risque à proposer la revendication de “contrôle ouvrier” sur les usines.

Une autre lacune de l'UA tient à une certaine frilosité du mouvement anarchiste en général. « Les vieux syndicalistes révolutionnaires [...], raconte Daniel Guérin, alors militant pivertiste à la CGT, qui ont en poche leur carte syndicale depuis des dizaines d'années, font grise mine aux millions de nouvelles recrues, à ces maudits inorganisés d'un passé trop récent, à qui ils ne pardonnent point d'avoir tant attendu pour trouver le chemin du syndicat. Attitude absurde, mesquine, stérile et qui fera,

en fin de compte, le jeu de la colonisation stalinienne. »¹¹

Néanmoins l'UA profite beaucoup de la vague de grève. Ses effectifs grimpent à près de 4.000 adhérent-es, et le tirage du *Libertaire* s'envole : 25.000 exemplaires et 5.000 abonnés en 1937.¹² Des ouvriers communistes en rupture de ban, qui n'ont pas supporté le virage de leur parti, rejoignent ses rangs. L'organisation semble avoir polarisé également les sympathies des jeunes socialistes, qui sont au premier rang de la contestation au sein de la SFIO. On constate des phénomènes d'alliance, “voire d'osmose” entre jeunes socialistes et jeunes anarchistes¹³.

Cette situation inédite va exaspérer la fraction intransigeante de l'UA, qui pensent que les anarchistes “perdent leur âme” dans la stratégie de Front révolutionnaire. En août 1936, une scission entraîne 500 adhérentes et adhérents dans une nouvelle structure : la Fédération anarchiste de langue française (FAF).

Conflit sur la “ligne syndicale”

Dans la continuité de sa posture anarcho-anarchiste, la FAF critique également la “ligne syndicale” de l'UA, qui s'est réjouie de la réunification syndicale de mars 1936 entre la CGT et la CGTU (la CGT-SR a été laissée de côté). Les militants de l'UA sont très majoritairement investis dans la CGT réunifiée. A contrario, les militant-es de la FAF estiment que les anarchistes doivent rejoindre un syndicat anarchiste, en l'occurrence la CGT-SR. Mais les militant-es de l'UA ne prennent pas la CGT-SR au sérieux. Depuis toujours, ses effectifs squelettiques, sa composition, son expression politique, l'apparentent davantage à une formation anarchiste prosyndicaliste qu'à une véritable centrale syndicale. Par dérision, ils l'appellent parfois la « CGT Sans Rien ». Après Juin 1936, ses effectifs monteront sans doute à 8.000 ou 10.000 adhérent-es¹⁴, qui restent cependant une poussière face aux 4,5 millions de la CGT.

⁹ Jean-Pierre Rioux, op. cit.

¹⁰ Dans son étude Juin 36, l'historien cégétiste et socialiste Georges Lefranc n'hésite pas conclure : “Anarchistes, trotskistes, communistes de stricte obéissance et pivertistes ont fourni l'essentiel des cadres” du mouvement.

¹¹ Daniel Guérin, “Front populaire, révolution manquée” (Actes Sud, 1997).

¹² Fabrice Magnone, *Le Libertaire* (1917-1956), “Autopsie d'un organe anarchiste”

¹³ Louis Mercier, “L'Incrévable Anarchisme” (UGE, 1970).

¹⁴ Jérémie Berthuin, op. cit.

Le désintérêt de l'UA pour la CGT-SR trouve peut-être une explication supplémentaire après Juin 1936 : c'est que plusieurs dizaines voire centaines de militant-es CGT ont rejoint l'UA. Pour eux et elles, quitter la CGT pour adhérer à la CGT-SR signifierait concrètement abandonner une section CGT nombreuse et rajeunie pour se retrouver seule CGT-SR sur sa boîte — une démarche qui tiendrait plus de l'acte de foi idéologique que du pragmatisme.

Après Juin 1936, s'amorce d'ailleurs au sein de l'UA un mouvement de création de groupes anarchistes d'entreprises, à l'initiative des anciens de la FCL (Ridel et Guyard). On en compte bientôt une dizaine en Région parisienne : chantiers du Trocadéro, Sauter-Harlé, Brandt, Renault, Citroën, Panhard-Levassor, SKF, Gnome et Rhône, Somua. Mais la majorité du secrétariat de l'UA, considérant le caractère non statutaire de ces groupes, leur refusera le droit de vote au congrès de 1937. Le secrétariat, constatera un militant célèbre, Nicolas Lazarévitch, « n'a pas su comprendre l'élan de lutte de classe qui animait les nouveaux adhérents »¹⁵. Ce revers conduira une partie de la frange ouvrière de l'UA à s'en retirer pour se consacrer, avec des pivertistes et d'ex-CGTU antistaliniens, à l'émergence du Cercle syndicaliste lutte de classe, un courant syndicaliste révolutionnaire apparu à la mi-1937 au sein de la CGT et qui regroupera jusqu'à 1000 adhérent-es notamment dans l'enseignement, la métallurgie, le bâtiment, et dans la fédération des Techniciens¹⁶.

Les vrais problèmes commencent

Ces années 1934-1936 auront vu l'Union anarchiste s'enthousiasmer pour "l'unité d'action" antifasciste, puis se révolter contre la dérive patriote et républicaine du Front populaire, dénoncer les illusions de la gauche au pouvoir, s'engager dans les grèves sans nécessairement en tirer toutes les leçons, devenir un pôle révolutionnaire de référence. Mais l'apogée consécutive à Juin 36 sera de courte durée.

À partir de la mi-1937, l'UA va peiner à maintenir une politique cohérente. Piégée

comme les autres minorités révolutionnaires par le dramatique reflux des luttes, les errements de la Révolution espagnole, la montée des menaces de guerre (Anschluss, Munich, Pacte germano-soviétique), elle fera souvent montre de moins de lucidité que la petite FAF ou le Cercle syndicaliste lutte de classe. Dans une situation complexe, elle pâtira de ses propres hésitations stratégiques et des faiblesses structurelles dont les équivoques du congrès de 1934 sont en partie responsables. À l'instar de bien d'autres, si elle a bénéficié de la spirale ascendante de l'après-Février 1934, elle subira le recul du mouvement ouvrier qui ira, comme l'écrit Jean Rabaut, « de défaite en défaite, jusqu'à la défaite ». Acculée à un certain pacifisme incantatoire, dépourvue de stratégie claire face à la guerre, l'UA — de même que la FAF, le PSOP, la CGT-SR et d'autres — s'effondrera à la déclaration de guerre, en septembre 1939.

Guillaume Davranche¹⁷
(AL Paris-Sud)

¹⁵ Jean Rabaut, op. cit.

¹⁶ Jean Rabaut, op. cit.

¹⁷ Publié sous licence C.C. type 1 (citation des sources) en accord avec l'auteur.

Source : Alternative Libertaire
https://www.socialisme-libertaire.fr/2015/04/1934-1937-les-anarchistes-et-le-front-populaire.html?utm_source=chatgpt.com

CHRONOLOGIE DU FRONT POPULAIRE (1934-1938)

L'euphorie antifasciste unitaire

6 février 1934 : Manifestation sanglante des ligues d'extrême droite.

9 février 1934 : Manifestation antifasciste et anti-SFIO du PCF : 6 morts.

12 février 1934 : Grève générale et manifestation monstre sur le Cours de Vincennes, avec la CGT, la SFIO, l'UACR, la CGT-SR, le PCF, la CGTU. 100.000 personnes scandent « Unité d'action ! Unité d'action ! »

20-21 mai 1934 : Congrès anarchiste dit de "l'Unité" sous les auspices de l'antifascisme. L'UACR se rebaptise Union anarchiste (UA). Une fraction intransigeante des communistes libertaires ne le tolère pas et forme la Fédération communiste libertaire (FCL).

11 juin 1934 : "Armistice" PCF-SFIO.

27 juillet 1934 : Pacte d'unité d'action PCF-SFIO, essentiellement antifasciste.

10 octobre 1934 : Première utilisation du terme "Front populaire" dans L'Humanité. Le PCF propose à la SFIO d'étendre le pacte d'unité d'action au Parti radical (centre républicain).

Le tournant stalino-patriote

2 mai 1935 : Pacte Laval-Staline d'assistance mutuelle franco-soviétique. Virage patriote du PCF.

14 juin 1935 : Débuts des pourparlers de réunification CGT-CGTU.

14 juillet 1935 : Grande kermesse républicaine : 500.000 manifestant-es dans toute la France pour le Front populaire, drapeaux rouges et drapeaux tricolores mêlés.

5-9 août 1935 : Grèves sanglantes dans les arsenaux de Brest et Toulon, condamnée par PCF, SFIO et Parti radical.

Août 1935 : Le VIIe Congrès du Komintern abandonne officiellement la stratégie "classe contre classe" et officialise la stratégie de "Front populaire" (alliance communistes — socialistes-républicains) contre le fascisme.

La dissociation des révolutionnaires

Septembre 1935 : Au sein de la SFIO, naissance de la Gauche révolutionnaire, avec Marceau Pivert.

Décembre 1935 : Sébastien Faure dans Le Libertaire : « Le Front populaire est mort [...]. Tant mieux. De profundis. »

10 janvier 1936 : Publication du programme électoral — plus que modéré — du Front populaire.

2-5 mars 1936 : Au congrès de Toulouse, réunification de la CGT et de la CGTU.

12-13 avril 1936 : Congrès de l'UA, qui dénonce dans le Front populaire une coalition interclassiste, patriote et républicaine. Définition de la stratégie de "Front révolutionnaire".

5 mai 1936 : Victoire du Front populaire aux législatives.

La vague de grèves

11 mai 1936 : Début des grèves avec occupation dans les usines. Le mouvement s'étend bientôt à toute la France et va durer près d'un mois.

15 mai 1936 : La FCL réintègre l'UA.

7 juin 1936 : Signature des accords de Matignon entre le patronat, la CGT et le gouvernement.

11 juin 1936 : Le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, soutient « [qu'] il faut savoir terminer une grève ».

Épilogue

18 juillet 1936 : Espagne : soulèvement des troupes nationalistes, début de la Guerre civile et de la Révolution espagnole.

7 août 1936 : Léon Blum décide de la politique de non-intervention en Espagne.

15-16 août 1936 : Au congrès de Toulouse, les intransigeants scissionnent de l'UA et constituent une Fédération anarchiste de langue française (FAF).

26 septembre 1936 : En Espagne, la CNT occupe trois postes dans le gouvernement catalan.

4 novembre 1936 : Quatre ministres CNT entrent dans le gouvernement républicain espagnol. L'UA tait ses critiques. La FAF proteste publiquement.

Décembre 1936 : Vote par le Front populaire de la loi sur "l'arbitrage obligatoire", réglementant le droit de grève.

1er novembre 1937 : Au congrès de l'UA, les groupes anarchistes d'entreprise n'obtiennent

pas le droit de vote. Départ des anciens de la FCL.

Janvier 1938 : Premier numéro du Réveil syndicaliste, organe du Cercle syndicaliste lutte de classe.

Juin 1938 : Scission de la Gauche révolutionnaire de la SFIO et fondation du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) avec Marceau Pivert et Daniel Guérin.



LES ANALYSES DE L'ÉLECTION

27 avril 1936, dans L'ŒUVRE

Et maintenant, discipline
partout contre le fascisme !
UNE TRÈS NETTE
AVANCE DES GAUCHES
qui doit se traduire, dimanche,
par une victoire décisive

Comme on pouvait s'y attendre, ce premier tour de scrutin n'a apporté que peu de résultats décisifs. Dans presque tous les départements, la bataille continue. Du moins la physionomie de cette bataille est-elle très nettement marquée.

Des surprises personnelles, certes : Édouard Herriot, Fernand Bouisson en ballottage... Mais dans l'ensemble, la poussée à gauche, qu'on avait vainement essayé de briser par l'habituelle campagne de panique, a mis, dès maintenant, le fascisme hors de cause. Et le colonel de La Rocque, même s'il lui a plu ça et là — on considérera par exemple les résultats du XVIIIe — de pratiquer une bien étrange tactique, apparaît sans conteste comme le grand vaincu de la journée.

Peine perdue, à la dernière heure, ces aimables manœuvres d'intimidation, peine perdue cette surveillance des isoïrs avec pointage nominatif des "salopards"... L'électeur français n'est pas décidé, encore, à se laisser faire !

Quels arguments haineux, aussi, n'allait-t-on pas tirés des récents événements de politique extérieure ? Le très large succès remporté dans l'Yonne par M. P.-E. Flandin a réduit à leur juste retentissement ces agitations "hitlériennes".

De leur côté, les communistes totalisent un nombre éloquent de bulletins : effet évident de leur ralliement à la défense nationale et à la défense démocratique.

Dimanche, le recul des partis de réaction doit devenir déroute. Et il reste à souhaiter que se traduise tout de suite dans les désistements du deuxième tour la volonté unanimement proclamée, entre les candidats du Front populaire de demeurer fidèles au serment du Quatorze juillet ?

Et nous ne pensons pas seulement au retrait pur et simple, et en quelque sorte "automatique" des moins favorisés devant le plus favorisé.

Nous pensons à certains gestes "symboliques" — et, pour tout dire, à des hommes comme Henri Guernut...

André GUÉRIN

4 mai 1936, dans LE POPULAIRE

LA RÉACTION ET LE FASCISME SONT ÉCRASÉS !

Dès lundi dernier, j'avais signalé l'audace incroyable et la sottise monumentale de la grande presse, qui annonçait à ses lecteurs le recul du socialisme et la défaite de nos candidats.

Vraiment, qui croyait-elle tromper et comment va-t-elle expliquer aujourd'hui que ce Parti qui s'effondrait va s'inscrire en première ligne des groupes politiques de la Chambre nouvelle ?

À partir de neuf heures, hier soir, les télégrammes de victoire nous arrivaient à tout instant.

Nous enlevons tous les sièges dans la Haute-Vienne, dans l'Ariège, dans l'Allier, presque

tous dans la Saône-et-Loire, dans la Creuse, dans la Haute-Garonne, dans l'Isère, dans l'Aisne...

Nous avons 13 élus sur 24 dans le Nord.

Dans un tas de départements, où jamais jusqu'ici le succès n'avait couronné nos efforts, depuis la Savoie jusqu'aux Côtes-du-Nord et à l'Eure, les ruraux envoient au Palais-Bourbon des représentants socialistes.

Les chefs néos sont battus : Déat par un communiste, Lafont par un socialiste, Varenne par un réactionnaire, Tonnelier par un réactionnaire, Lebel, également, Jean Félix par un socialiste, Perrin et Montagnon par des communistes, Raynaud par un socialiste, Marquet, descendu de son piédestal, est serré de près par un socialiste. La liquidation est complète.

Quant à nous, non seulement nous récupérons les trente sièges perdus, mais nous augmentons fortement notre représentation.

Ainsi le socialisme prend la première place, à la tête de tous les partis du Front populaire.

La France a voté socialiste.

Le suffrage universel a parlé haut et clair.

La République veut un gouvernement qui brise les oligarchies financières et industrielles, lutte efficacement contre le chômage, attaque de front la crise économique, veille sur la paix du monde.

Nous acceptons fièrement, quant à nous, ce mandat de la grande démocratie française.

La réaction va naturellement tout mettre en œuvre pour arrêter l'élan populaire et s'opposer à la volonté du suffrage universel. Nous sommes prêts à la riposte.

Que nos militants et nos élus soient, actifs, résolus et vigilants ; que nos sections soient en état d'alerte ; que nos sympathisants et tous ceux qui nous ont soutenus dans cette admirable bataille que couronne la victoire rejoignent nos organisations.

Rassemblement socialiste à travers tout le pays.

Le combat continue pour l'affranchissement du monde du travail.

Paul FAURE

Dans L'HUMANITÉ

VICTOIRE !

LE FRONT POPULAIRE TRIOMPHE !

Dans la Seine, sur 60 circonscriptions
le Front Populaire détient 39 sièges
dont 32 communistes

Nous ne voulons pas dissimuler notre grande joie. Le Front populaire l'emporte très nettement et dans la victoire générale notre Parti communiste enregistre sa part de succès.

Les fascistes et leurs alliés qui prétendaient parler seuls au nom de la France sont chassés par le peuple. Les travailleurs liront avec satisfaction la longue liste des ennemis acharnés du Front populaire qui furent hier chassés du Parlement. Ce fut une véritable hécatombe dans Paris et le département de la Seine, c'est pour les réacteurs un véritable écrasement. C'est notre Parti communiste qui a eu le grand honneur de battre dans toute la région parisienne les chefs les plus insolents des factieux et des fascistes de ce pays.

Comme nous l'avions prévu, le courant populaire a été irrésistible.

Et maintenant, après leur défaite, les adversaires du Front populaire ne manqueront pas de reprendre contre la majorité librement élue par la nation leurs calomnies et leurs excitations ordinaires.

Ils vont répéter que c'est la Révolution, que c'est la fin du pays et que ce sera demain le désordre et le chaos. Ils vont reprendre leurs propos menteurs sur l'Espagne et les prétendus excès du Front populaire dans la péninsule ibérique.

Le peuple de notre pays conservera tout son sang-froid devant ces absurdes violences de langage. Il se préparera avec calme à faire passer dans la réalité le programme signé solennellement par tous les membres du Rassemblement du 14 Juillet. Il n'oubliera pas qu'il s'agit pour lui de réconcilier tous les travailleurs français contre les 200 familles qui les exploitent et qui les rançonnent ! Maintenant qu'il vient de donner la mesure de sa force souveraine, il entend user de cette puissance non pour créer du désordre comme on l'en accuse, mais pour assurer la réalisation des engagements pris devant le pays.

Ainsi seront déjoués toutes les espérances des ennemis du peuple et des fascistes, si dure-

ment frappés par le scrutin d'hier. Ces messieurs ont déclaré avant le vote qu'ils n'accepteraient pas le fait accompli, qu'ils se serviraient de la force si le Front populaire venait à l'emporter. La volonté de la majorité de la nation vient de se prononcer contre leurs menées et de repousser vigoureusement leurs mensonges et leurs menaces. La plupart de leurs chefs sont à terre. Malheur à eux s'ils refusent de s'incliner devant le peuple qui vient de leur signifier son verdict !

Il appartient à tous les groupements du Front populaire de conserver plus solide que jamais l'unité qui a assuré la déroute de ses adversaires irréductibles.

Marcel CACHIN



LES RÉCITS

27 avril 1936, dans L'ŒUVRE

ON FAIT SON DEVOIR

Neuf heures du matin, boulevard de Belleville. Un panier de roses rouges est posé au pied des panneaux électoraux. Le marchand de fleurs est allé voter. Sa petite fille qui le remplace a apporté une balle ; elle la lance et la relance en l'air, tout en chantant.

Un rassemblement, dans le hall cinéma. Assis par terre, sur un journal, un mutilé tourne un orgue. L'homme n'a plus qu'une jambe. Sur une ardoise posée à côté de lui, il a écrit : "Ne monté jamais dans le tramvai¹⁸ en marche". Des rats dressés courent sur le sol, autour de son unique jambe, autour de son soulier noir au lacet jaune, flairent les curieux... L'homme les rattrape, les fait grimper le long ses béquilles, posées contre le mur, les installe sur les traverses recouvertes d'une molesquine déchirée. Les rats tiennent mal.

Leur propriétaire cesse, par instant, de tourner son orgue pour les remettre en place. L'orgue joue "le Père la Victoire". L'air s'arrête et re-

prend au gré des rats qui s'obstinent à ne pas tenir sur les béquilles. Les électeurs qui montent vers les écoles de la rue des Pyrénées, ralentissent le pas, s'immobilisent une seconde devant le mutilé, les rats, l'orgue et son carton sonore.

On vote dans les écoles, au lieu même où, d'ordinaire, déjeunent les petits enfants. Les tables du réfectoire ont été enlevées. Elles ne resserviront que le soir, pour le dépouillement.

Rue des Pyrénées, le président, debout derrière l'urne de chêne a commencé depuis longtemps de recueillir les bulletins. Le défilé ne cesse pas. Des électeurs bien polis, qui tous se décoiffent avec bonne volonté. File patiente, où se retrouvent sans doute ceux qui ont l'habitude de l'attente : des clients des soupes populaires et des chômeurs.

Un vieillard, sur ces deux cannes, ne peut retirer sa casquette devant l'urne, car il lui a déjà été bien difficile de placer son bulletin. Le ruban de 70 à la boutonnière, il part lentement, soucieux, mécontent de n'avoir pas accompli le geste des autres.

Il est des électeurs qui lancent de haut leur enveloppe dans la fente comme s'ils pensaient :

— A Dieu vat !

Ou encore :

— Le sort en est jeté !...

Il y a ceux qui la glissent discrètement dans l'orifice, comme s'ils confiaient à la poste une lettre pour une bonne amie dont ils veulent garder le nom secret.

Rue Dussoubs, deux heures de l'après-midi. Il pleut. Personne ne paraît à cette heure-ci, par ce temps.

Pourtant sur un banc, au fond du préau, un couple est assis : un vieil ouvrier, une vieille ouvrière, et qui se disputent.

— J'te dis d'y aller... C'est le moment...

Mais lui ne bouge pas.

Il hésite encore. Pourquoi ? Est-ce parce qu'il n'est pas encore sûr de vouloir ce qu'il veut ? Non. C'est simplement qu'il n'est pas certain d'atteindre le bureau.

— Il n'était pas descendu depuis deux ans, explique sa femme. Il ne peut pas marcher.

— C'est vrai. Je suis gonflé des jambes. Et pas seulement des jambes. Aujourd'hui j'ai voulu mettre un gilet. Je n'ai pas pu. Il n'était plus assez grand. Non. Je ne tiens pas à voter,

¹⁸ "Tramvai" tel que dans l'article. NdE

mais j'ai voulu le faire, parce que cela doit se faire...

C'est un ancien emballer. Ils habitent rue des Petits-Carreux.

— Il a soixante-seize ans, mon homme, et moi soixante-quinze.

— Est-ce qu'il faut signer ? interrompt son mari.

Elle s'impatiente :

— Je ne sais pas, moi... Avec lui, il faut que je sache tout.

Mais elle surveille les bulletins d'un œil :

— Reynaud, ça n'a pas l'air de marcher. On voit bien les tas qui ont diminué...

Elle apostrophe à nouveau son homme :

— Alors, tu y vas ?...

Et, se tournant vers nous :

— On fait son devoir, c'est tout...

Lui s'est levé, marche à petite pas vers les bulletins. Elle le suit, l'emmène jusqu'à l'isoloir où ils entrent tous les deux, après avoir remercié, d'une aimable inclinaison de tête, celui qui leur a donné une enveloppe.

Puis tous les deux s'avancent imperceptiblement dans la direction du bureau dont les membres, là-bas, au fond du préau désert envahi par l'ombre, sont inoccupés, debout, et regardent avec curiosité cet homme et cette femme qui viennent difficilement vers eux. Spectacle unique et qui devient plus surprenant encore lorsqu'on voit l'homme s'incliner de tout son corps sur l'urne, comme s'il s'affaissait.

Vite, elle l'a repris.

— ...A voté !

Les voici qui reviennent.

— Maintenant, il va se coucher... Jusqu'à dimanche prochain. Et puis en voilà pour quatre ans.

— Il redescendra dimanche ?

Elle a ce mot admirable, qui n'est pas précisément le mot de la fin de la démocratie :

— Ah ! oui, faudra bien !

A six heures moins un quart, dans un préau de la rue du Cardinal-Lemoine, un dernier électeur se présenta, rasant les murs, s'efforçant à passer inaperçu parmi la foule qui, déjà, attendait le dépouillement. C'était l'électeur n°1000.

— ...A voté !

Il repartit furtivement, avec son vieil imperméable et une barbe de trois jours...

A six heures moins cinq, le président tira sa montre, se frotta les mains.

A six heures moins deux, un curieux mouvement se produisit dans cette salle, une lente marée silencieuse qui commença d'investir le bureau.

Le président se leva :

— Y a-t-il des électeurs présents qui n'ont pas encore voté ?

La parole resta suspendue un instant :

— Le scrutin est clos !

Il tira une petite clef de sa poche, se pencha sur l'urne, libéra le cadenas...

Un cercle énorme de têtes d'hommes, de femmes et d'enfants se pencha, regarda de tous ses yeux l'urne qui s'ouvrait lentement. Personne ne parlait, personne ne souriait. La foule paraissait, non attendre un miracle, mais assister à un miracle. L'urne, en une seconde, était devenue, prodigieusement, son centre de gravité.

Germaine DECARIS

4 mai 1936, dans L'HUMANITÉ

DANS LES BUREAUX DE VOTE

Hier Paris a voté dans le calme et la discipline. Ni les fausses nouvelles sur l'Espagne, ni les menaces d'intervention de la réaction contre la volonté populaire n'ont ému les électeurs paisibles. Dans les diverses circonscriptions, dès neuf heures, les préaux d'écoles sont remplis, et c'est en longues files qu'on est obligé d'attendre son tour. Partout, on note un empressement plus grand que dimanche dernier. Les panneaux électoraux ne retiennent presque personne. Chacun a déjà mûrement réfléchi et sait où est son devoir. Aucune des affiches de dernière heure, remplies de bassesses, de marchandages ou d'insultes ne retient l'attention. Le choix est fait.

Dans le 3^e arrondissement, un calme parfait règne. Les électeurs sont nombreux et empressés dans les divers bureaux de vote, L'enthousiasme est grand pour le Front Populaire, représenté par notre camarade Mercier. Gignoux, conseiller technique de Laval, pour la confection des décrets-lois, est en mauvaise posture.

Dans le 11e, 2e circonscription, où se présente notre camarade Florimond Bonte, les bulletins du réactionnaire Besset restent sur les tables. Rue Saint-Sébastien, un incident : un électeur vote avec la carte d'un camarade. Les "bessetsites", selon la consigne des Croix de feu, arborent une épingle dorée au revers gauche, pour se rendre plus facilement reconnaissables. Rue Popincourt, à 12 heures, il y a 800 votants.

Dans le 20e, les discussions autour des panneaux ont été très vives, durant ces derniers jours. Il y a 655 votants rue Levest (1ere circonscription) à 11 heures. La trahison de Jardel a écœuré tous ses partisans. Les petits commerçants ont déchiré les calicots du citoyen Jardel, et les ont remplacés par ceux de notre camarade Brout.

Rue des Pyrénées, on vote beaucoup plus que dimanche dernier, dans la matinée, 830 votants à 11 heures ; 900 à 11h30, rue Pierre-Foncin. Sur ces 900, me dit-on, il y en a 600, au moins, pour Brout.

Partout, on signale un empressement très grand. Dans la 2^o circonscription, les croix de feu et le réactionnaire Bordage font voter leurs hommes pour Déat, qui a trahi le Front Populaire, et préféré son ambition personnelle à l'intérêt général. À la dernière heure, M. Paul Lévy, candidat républicain national, s'était présenté contre notre camarade Langumier.

Dans le 19e, la moitié des électeurs passent dans la matinée. Les bureaux de vote sont remplis, rue Manin, rue de Romainville, rue des Bois et rue Compan. Notre camarade Grésa a devant lui le trop célèbre citoyen Martinaud Déplat, réduit à spéculer sur sa provocation.

Dans le 15e, nous ne trouvons, parmi les assesseurs des bureaux dévoués au marquis de Tastes, réactionnaire comme il se doit, qu'une politesse froide et presque académique. On nous signale, avec une amabilité amidonnée, qu'il y a eu plus de mouvement qu'au premier tour, surtout de 10 heures à midi, et qu'à trois heures, il y avait 1200 votants.

Dans la banlieue

À Saint-Denis, Marschal, adjoint de M. Doriot, qui présidait ce matin le bureau, a refusé d'ouvrir l'urne pour faire constater qu'elle

était vide. Aussitôt, notre camarade Grenier et plusieurs camarades ont protesté et fait faire un constat par la police. Dans le salon des mariages de la mairie, des "munitions" — des briques — ont été apportées par les doriotistes, pour des provocations ultérieures. Dans certains préaux, des camarades n'ont pas été acceptés pour former le bureau, bien qu'ils se soient présentés avant l'heure de l'ouverture.

À Pierrefitte les doriotistes ont placardé une affiche de dernière heure, au nom de l'Union des Comités de Chômeurs : mais ils n'ont pas le droit de se servir de cette société à des fins électorales, Doriot fait coller des affiches, selon lesquelles Romain Rolland se dresserait contre les communistes ! Quand on en arrive à de telles ruses, c'est qu'on est à bout ! Cela n'empêche pas que l'émulation est grande parmi les travailleurs de Saint-Denis.

À Saint-Ouen, calme plat. Seuls restent en présence notre camarade Berlioz et le réactionnaire Patey, mais ce dernier n'a aucune chance.

À Clichy, Honel contre le réactionnaire Rouquier. 1.000 votants par section, à midi, sur 1400 électeurs par section. Aucun incident. L'enthousiasme pour le Front Populaire est manifeste. Toutes nos permanences sont comblées. Nos bulletins sont rapidement enlevés.

À Boulogne, un peu moins de votants que dimanche dernier, dans tous les bureaux de vote, des piquets de volontaires nationaux, mais bien entendu, sans insignes provocateurs. Les jeunes ouvriers votent nombreux à bulletins ouverts pour notre camarade Costes, qui a la certitude du succès.

Chose qui peut paraître invraisemblable, mais qui est vraie, le candidat officiel des Croix de Feu et de *l'Écho de Paris* à Boulogne, se prétend le candidat "du pain, de la paix et de la liberté". D'autre part, il a démarqué une circulaire du Parti Communiste s'adressant aux masses laborieuses.

— Nous avons eu hier, me dit un camarade, une réunion magnifique. 4000 personnes. Pas une seule interruption. Aucune contradiction. Un radical-socialiste est intervenu en faveur de notre camarade Costes, candidat du Front Populaire, et il ajoute : « Nous sommes sûrs du résultat : les réjouissances sont d'ores et déjà préparées. »

LE PEUPLE DE FRANCE
ACCLAME SA VICTOIRE...

L'enthousiasme du peuple de Paris est indescriptible. Devant Paris-Soir et devant le Matin, c'est le vrai peuple qui manifeste.

Parfaitement, monsieur Maurras, « le pays réel » comme vous aimez à dire, au bout de vos phrases et du bout des lèvres, mais dont vous êtes désormais séparé, depuis toujours, d'ailleurs ! Ce peuple mobile, secoué comme une mer, chante sa joie à chaque minute, à mesure que le speaker le renseigne ; et que, sur les écrans, des noms s'inscrivent. Le nombre des candidats communistes élus suscite des mouvements et des cris spontanés qui ne trompent pas. C'est du peuple qu'ils viennent, ardents et sincères, et s'ils s'adressent particulièrement à nos candidats, à notre grand parti communiste, c'est que la cause du peuple est la nôtre, que nous n'avons d'autre raison d'être que de la défendre de toutes nos forces.

Brout, Langumier. Cogniot, Lozeray, Moquet, Mercier, Colin sont longuement acclamés. Le nom du traître Doriot est conspué par la foule qui crie ; Renégat ! Renégat !

Bossoutrot, candidat du Front populaire, est accueilli par des ovations, Herriot soulève des applaudissements unanimes. Partout retentit le mot d'ordre : Front populaire ! On réclame la dissolution des ligues factieuses et l'apparition sur l'écran des élus de notre Parti fait s'ébranler les accents vibrants de l'Internationale.

À Paris-Soir, où l'on a le mauvais goût de montrer au peuple la photographie du colonel de La Rocque en train de voter, ce sont immédiatement des protestations violentes contre cet apprenti-dictateur qui se pose en arbitre électoral. Quelqu'un dit : « Il a dû attraper la jaunisse ! » En effet, cette soirée marquera une défaite écrasante des hitlériens français.

La foule heureuse laisse librement éclater sa joie. Elle acclame les communistes, les socialistes, les radicaux. Elle hue les URD¹⁹ qui ont pu converger leurs sièges.

¹⁹ En fait, l'Union Républicaine et Démocratique est devenu en 1932 le Groupe de la Fédération Républicaine, droite libérale proche de la ligue des Jeunesses patriotes dissoute en 1936.

Au Matin, j'arrive au moment où l'on chante à tue-tête l'Internationale, après avoir écouté, le poing levé, la Marseillaise, diffusée par les hauts parleurs du journal fasciste. Il y a là des milliers et des milliers de personnes entassées sur la chaussée et sur le trottoir et refoulés continuellement par un service d'ordre renforcé. Les uns chantent La Jeune Garde. D'autres la Carmagnole.

Les résultats de banlieue et de province arrivent, et ce sont toujours les mêmes mouvements, le même enthousiasme contenus et disciplinés. Dans les rues adjacentes, les forces de police se dissimulent, et les gardes mobiles veillent. Elles n'auront pas à intervenir.

Et devant les bureaux de l'Humanité, ce sont des cortèges joyeux qui défilent, avec lanternes et accordéons, et toujours « Les soviets partout ! » et l'Internationale. Dans toutes les rues, des acclamations montent. Il n'y a pas de doute. Il faut se rendre à l'évidence. La réaction est battue.

Quand les derniers résultats sont connus, une immense manifestation se forme, entraînant à chaque carrefour des milliers de citoyens qui crient leur joie.

Bientôt, du Matin à l'Opéra, c'est une véritable mer humaine qui déferle acclamant le Front populaire, les soviets chantant tour à tour la Marseillaise et l'Internationale.

Place de l'Opéra, quelques centaines de fascistes manifestent et les chefs de la police forment un important barrage de gardes mobiles pour arrêter la manifestation du Front populaire.

Quelques bousculades se produisent, mais la grosse majorité des gardiens de la paix ne cachent pas leur joie de la grande victoire remportée par le peuple de France.

Le peuple ne célèbre pas, cette nuit, la victoire d'un parti. Son idéal est plus haut et plus grand, plus large et plus humain. C'est sa propre victoire qu'il acclame, c'est vers plus de liberté qu'il marche. N'allez pas croire que tout se finit là. Au contraire, tout commence. Ce peuple qui vient de parler si clairement et si fortement, il s'agira non pas de s'en servir, mais de le servir avec le souci d'aller dans le sens qu'il indique, et de ne pas le décevoir. Le peuple a parlé. C'est maintenant au Front populaire d'agir.

Bossoutrot et Sampaix acclamés dans le 10^e

3000 personnes massées devant la mairie du 10^e ont longuement acclamé la défaite de Fabry. Notre camarade Sampaix, dont l'ardente campagne a permis la victoire du Front populaire sur le nom de l'as Bossoutrot, a été porté en triomphe. Sampaix a pris la parole ainsi que Bossoutrot, le nouvel élu. La Marseillaise et l'Internationale ont longuement retenti.

Bonte, Cogniot et Lozeray portés en triomphe

Place Voltaire (11e), une foule considérable a salué d'acclamations innombrables les résultats consacrant la victoire de nos camarades Bonte, Cogniot et Lozeray, qui ensuite, ont été portés en triomphe.

Plus de 5000 travailleurs ont formé un cortège et ont remonté la rue de la Roquette aux cris de « Les Soviets partout ! » « Vive le Front populaire » et au chant de l'Internationale.

Dans le 14^e

Quinze mille habitants du 14^e arrondissement assistaient à la proclamation du scrutin.

Dès que les résultats furent connus, un cortège de plus de 10000 personnes se forma qui parcourut les rues du 14^e, avec à sa tête les élus du Front populaire.

10000 manifestants dans le 18^e

10000 travailleurs du 18^e ont manifesté hier soir, à la proclamation des résultats, devant "l'Indépendance", rue Duhesme. Après un appel des militants, les manifestants se sont dispersés dans l'ordre le plus parfait.

Place Gambetta, 5000 personnes acclament Langumier et Bossus

Après la proclamation des résultats de la circonscription de Charonne, Père-Lachaise (20e), 5000 travailleurs ont accompagné nos camarades Langumier et Bossus jusqu'à la mairie du 20e au cri de « Le fascisme ne passera pas ! » et « Front populaire ! »

La population d'Asnières acclame Dutilleul

M. Billiet avait commandé des illuminations et fait installer des hauts parleurs pour célébrer sa réélection.

Mais dès que fut certaine la victoire de notre camarade Dutilleul, candidat du Front populaire, M. Billiet et ses amis s'enfuirent en rasant les murs.

À la proclamation des résultats, la population d'Asnières se rendit en cortège, en acclamant notre camarade Dutilleul jusqu'à la permanence centrale du Parti communiste.

De là, la population joyeuse se rendit à Gennevilliers, et place de la Mairie, 7000 personnes applaudirent à la victoire de Dutilleul et à la chute du corrupteur Billiet qui déshonorait la ville.

4000 à Aulnay

Dans la banlieue également de puissantes manifestations magnifiques d'enthousiasme, ont salué les victoires du Front populaire.

À Aulnay-sous-Bois la victoire de Demusois a été acclamée par 4000 personnes devant qui ont parlé Demusois et Nilès.

À Montreuil et Villemomble

La proclamation du résultat à Montreuil s'est accompagnée d'une grandiose manifestation populaire.

Plusieurs milliers de personnes s'étaient entassées dans la salle des Fêtes de la mairie.

Dans le plus grand enthousiasme, l'annonce de l'élection de Jacques Duclos fut acclamée.

Notre camarade prit la parole au milieu des vivats.

Puis un grand cortège se forma et, de la mairie, se rendit, chantant et manifestant, jusqu'à la Maison du Peuple, qui avait été saccagée le 8 mai 1932, par la police sur l'ordre de Poncet.

Des milliers de personnes se massaient sur les trottoirs acclamant ce défilé.

Pendant ce temps, Duclos et Daniel Renoult se rendaient à Villemomble, la seule ville où Poncet a eu la majorité.

Lorsque Duclos arriva place de la Mairie, il fut acclamé par la foule qui stationnait. Un cortège se forma, comprenant des communistes, des socialistes et des radicaux qui tra-

versa toute la ville en chantant alternativement l'Internationale et la Marseillaise.

La population bourgeoise assista stupéfaite à cette manifestation spontanée qui fut terminée par une réunion enthousiaste.

10000 à Alès

À Alès, le succès de Bécard et de Valat et l'élection des autres candidats du Front populaire dans le Gard a été acclamée par 10000 manifestants, rassemblés sur la place de la Mairie.

10000 à Troyes

À l'issue de la proclamation résultats, une manifestation de 10 à 12000 personnes à parcouru pendant plusieurs heures les rues de Troyes, derrière les drapeaux du Parti et un drapeau tricolore, aux cris de « Front populaire ! De la Rocque en prison ! Les Soviets partout ! »

5000 à Valenciennes

À Valenciennes, à l'issue de la proclamation des résultats, une manifestation puissante a eu lieu, groupant 5000 personnes.

Dewez et Douchemant ont tiré les conclusions de ces résultats et se sont rendus au Monument aux morts déposer les nombreuses gerbes remises.

À Marseille

Dans les bureaux de vote de Marseille, en particulier dans celui de Kléber, les hommes de main de Sabiani ont fait irruption, revolver au poing, tentant ainsi une ultime manœuvre. Mais, malgré cela, Marseille a été débarrassée de l'aventurier Sabiani et une manifestation grandiose du Front populaire parcourt actuellement les rues de Marseille.

4 mai 1936, dans LE POPULAIRE

MANIFESTATION D'ENTHOUSIASME

À la nouvelle de la défaite de Fabry, 3000 personnes massées devant la mairie du 10e

ont acclamé Bossoutrot, élu du Front Populaire.

Dans le 14e, 10000 habitants de la circonscription ont défilé en cortège, élus du Front populaire en tête.

Place Gambetta, dans le 20e, 6000 travailleurs ont manifesté aux cris « Vive le Front populaire » ; « Le fascisme ne passera pas ».

Devant la mairie du 19e, la foule a réclamé la démission de Masmonteil, maire, candidat de Laval, écrasé par le Front populaire.

À Aulnay, plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté.

À Montreuil, un meeting fut improvisé dans la salle des fêtes de la Maison Commune.

À Villemomble, un imposant cortège salua de chants révolutionnaire la victoire prolétarienne.

À Alès, une dizaine de milliers de manifestants se rassemblèrent place de la Mairie et acclamèrent les élus.

Etc... etc...

Partout l'enthousiasme est indescriptible.

SUR LES BOULEVARDS, LA FOULE ACCLAME LE SUCCÈS DU FRONT POPULAIRE

Une foule considérable se pressait sur les boulevards dès 20 heures pour y apprendre par les panneaux lumineux les résultats électoraux.

Dès 22 heures, la victoire du Front Populaire ne fait plus de doute et, enthousiasmé, le public acclame ses élus et chante l'Internationale.

Quelques morveux fascistes, qui tentent de provoquer des incidents, sont calottés par-ci par-là et se hâtent de rejoindre les abords du Café de la Paix.

Place de l'Opéra, *L'Écho de Paris* annonce, la rage au cœur, les succès du Front Populaire et à son balcon, pour braver sans danger la foule, quelques J.P.²⁰ chantent "La Royale".

Au *Matin*, à 11h30, une provocation analogue se produit, un immense haut-parleur nasille des refrains guerriers auxquels répond "l'Internationale" chantée en chœur par la foule.

²⁰ Jeunesse patriote, droite fasciste.

À 11h45, plusieurs milliers de nos amis se forment en colonnes et parcourent les boulevards jusqu'à la place de l'Opéra, puis reviennent lentement sur leurs pas.

À minuit trente, grossissant sans cesse, acclamés par le public, ils remontent vers la porte Saint-Denis aux cris de « Vive le Front Populaire ! Dissolution des ligues fascistes ! »

6000 PERSONNES ACCLAMENT
PLACE VANHOENACKER
À LILLE LA VICTOIRE
DU FRONT POPULAIRE

Lille, 3 mai (de notre corresp. part. par téléphone). — Une foule énorme que l'on peut évaluer à plus de six mille personnes se pressait hier soir Place Vanhoenacker devant la Coopérative l'Union.

Quand Roger Salengro et Charles Saint-Venant arrivèrent un peu après vingt heures en compagnie de Bracke et Larmignat, des milliers de personnes se portèrent à leur rencontre. Bracke fut porté en triomphe.

Quand les élus apparurent au balcon ce fut une immense clameur. Puis l'Internationale retentit et des milliers de poings se tendirent.

Roger Salengro annonça et célébra le triomphe du Front Populaire. Larmignat en appela au peuple de Lille pour vaincre à jamais le fascisme. Chartes Saint-Venant remercia affectueusement Bracke, puis salua en Roger Salengro l'ardent animateur de l'éclatante victoire.

AU HAVRE,
DES AGENTS CHARGENT
DES CAMARADES
QUI FÊTAIENT LEUR VICTOIRE

Le Havre, 3 mai (dép. Populaire). — À la sortie de l'Hôtel de Ville, après la proclamation des résultats, des socialistes et des communistes ayant chanté l'Internationale, sans aucune provocation de leur part, ont été chargés sans avertissement par 200 agents.

Un camarade ouvrier a été blessé.

Plainte a été portée contre l'agent 251.

CHOSSES VUES ET ENTENDUES

Sur les boulevards, à Pigalle, devant les mairies, les Croix de feu ont recommencé hier le

petit jeu qui consiste à feindre une discussion pour attirer les curieux et tenir ensuite de véritables réunions de propagande dans la rue.

Les hommes à la tête de mort ne trouvèrent guère audience que pour se faire moucher comme il convient.

Infailiblement, leur manœuvre tournait à leur confusion.

Non seulement de La Rocque a, par circulaire, donné ses ordres à ses adhérents, mais il a encore, par tract, invité dans chaque circonscription, les électeurs à aller écouter dans les permanences "l'Arbitrage du mouvement Croix de feu". Il est même arrivé que, dans leur zèle, des CdF ont établi de ces sortes de permanences dans des établissements dont les propriétaires n'avaient même pas été consultés.

Un de ces propriétaires, M. Naudin, 18 rue Dussoubs, dans le 2^e arrondissement, nous a, en guise de protestation contre ce sans-gêne, adressé la lettre suivante :

"M. Naudin vous prie de dire qu'il n'a jamais autorisé une permanence Croix de Feu dans son établissement."

Les électeurs du 19^e ont tous reçu, à la veille du scrutin, une circulaire de la section Croix-de-Feu du coin, les invitant à porter leurs suffrages sur le candidat susceptible de faire échec au "Front Populaire".

Dans la 1^{ère} circonscription, aucun doute. C'est M. Masmonteil, profiteur de guerre, que ces valeureux anciens combattants désignent contre le vrai A.C.²¹ qu'est le communiste Tinchard ! C'est M. Masmonteil, enrichi au détriment des contribuables et grâce à la corruption politique, pour qui doivent voter les tenants de la propreté !

Mais dans le 2^e ? Le candidat anti-Front Populaire serait donc le radical Martinaud-Déplat ?

On s'en doutait bien un peu...

« Ne lisez plus rien !

N'écoutez plus rien !

Votez pour la République, pour la France, pour la Paix, pour Marcel Déat ! »

C'est en ces termes que le modeste ministre de l'Air a fait appel, en dernière heure, à ses électeurs.

Que voilà une République qui ressemble singulièrement à celle de M. de La Rocque.

²¹ Acronyme pour Ancien Combattant. NdE

Sur un panneau voisin. M. Paul Lévy expliquait que le colonel Bordage s'était vu offrir ses frais de campagne électorale par M. Marcel Déat : 70000 francs.

Et Déat a eu ainsi toutes les voix réactionnaires.

Il ne sera désormais plus rien dans le Front Populaire. Ouf !



LES ANARCHISTES DUBITATIFS

Élections législatives 1936
L'ENNEMI EST CHEZ NOUS !...

Prenant prétexte de ce que Hitler a réoccupé la zone démilitarisée du Rhin, toute la presse s'agite : « La France est menacée » ; « Notre honneur est bafoué » ; « Contre le fascisme, tous debout ! », etc.

De l'extrême-droite à l'extrême-gauche, l'Union sacrée déjà se réalise.

Travailleurs, souvenez-vous que c'est avec des mensonges semblables qu'on vous fit marcher en 1914. Pendant plus de quatre ans, vous avez cru vous battre pour la Justice, le Droit et la Civilisation. Votre sacrifice devait pour jamais, mettre fin au militarisme et à la guerre.

En réalité, c'est pour la capitalisme international que vous vous êtes battus ; pour une poignée de profiteurs qui édifièrent sur votre misère et dans votre sang des fortunes colossales.

Aujourd'hui vos dirigeants de tous les partis se préparent à recommencer ce crime :

Le Front National, au nom de la Patrie bourgeoise, de l'honneur national ; le Front Populaire, au nom de la Patrie socialiste, de la défense de l'URSS.

En fin de compte, le résultat sera le même et c'est d'abord pour Schneider, de Wendel ou Mercier que vous serez sacrifiés. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous vous crions :

Cette guerre, à laquelle on vous prépare, ce n'est pas votre guerre.

Si vous devez vous battre, c'est contre l'ennemi intérieur : le fascisme et le capitalisme français. Il ne peut y avoir d'intérêts communs entre eux et vous ; entre les exploités, les oppresseurs et vous, les exploités, les opprimés.

C'est seulement de vous que dépend votre salut !

Ce n'est pas des organismes nationaux ou internationaux de la bourgeoisie. Ce n'est pas non plus la SDN, tout exprès créée pour défendre les impérialismes vainqueurs contre les impérialismes vaincus.

Ne vous laissez pas entraîner dans des rivalités dont, une fois encore, vous feriez tous les frais.

Vous devez répondre par un non catégorique à l'idée même de la guerre !

Et vous devez venir avec les anarchistes, avec tous les véritables pacifistes, avec tous les adversaires de la guerre et de l'Union sacrée organiser contre la catastrophe le barrage seul efficace de votre refus intransigeant, refus que vous exprimerez par tous les moyens d'action directe, y compris la grève générale qui, en dernier ressort, sera seule capable d'arrêter l'ignoble boucherie. Proletaires, de toutes les forces, les anarchistes vous crient :

Sous aucun prétexte, n'accepter la guerre. Vous, ses victimes, dressez-vous tous contre elle ! Détournez-vous des mauvais bergers blancs, bleus ou rouges qui veulent vous y entraîner.

Et alors elle n'aura pas lieu !

Travailleurs qui votez, les anarchistes vous parlent...

La législature qui vient de s'écrouler représente la plus totale banqueroute que l'histoire de parlementarisme est enregistrée.

La banqueroute du parlementarisme :

Pour succéder à la Chambre Tardieu, vous aviez élu une Chambre de gauche. Cependant, Daladier, l'actuel chef du Front Populaire, qui d'ailleurs inaugura, en 1933, par les premières amputations de traitements, la politique de dé-

flation si funeste aux intérêts des travailleurs, dut disparaître devant l'émeute fasciste comme Herriot, en 1926, avait dû succomber devant le mur d'argent.

Ce ne fut pas, alors, le Parlement qui fit reculer le fascisme, mais votre action directe, par la grandiose grève générale du 12 février.

La Chambre de gauche, elle, capitulait lâchement en abandonnant, sous le couvert de l'Union nationale, le pouvoir à Doumergue d'abord, à Laval ensuite.

Pouvait-il en être autrement ? Nous répondons non ! Non, car l'expérience tant et tant de vous renouvelée a prouvé que dans la société capitaliste basée sur l'antagonisme des classes, le gouvernement était une duperie pour les travailleurs.

Ne prenez pas l'effet et la cause !

L'action directe des travailleurs

Les grandes réformes sociales, les améliorations de votre sort, ce n'est pas le bulletin de vote qui vous les a données, mais votre action directe de classe s'affirmant par les grèves, par les manifestations de votre puissance, imposant les revendications du mouvement ouvrier. C'est, en un mot, la crainte que vous avez su inspirer à vos exploités et à vos dirigeants.

Travailleurs, vous connaissez le chômage, les bas salaires, la menace de la dictature renforcée du capitalisme qu'est le fascisme. Croyez-vous que c'est avec l'arme en papier du bulletin de vote que vous briserez la coalition de toutes ces forces d'oppression et d'exploitation ?

Les anarchistes répondent pour vous à cette question et ils vous disent :

Ne vous contentez pas de ce geste vain, qui, tous les quatre ans, consiste à déposer dans l'urne un bulletin de telle ou telle couleur. C'est ailleurs que dans les isolements que votre destin se joue. C'est dans l'action quotidienne contre le patronat contre l'État.

Enfin, travailleurs, les élections de 1936 doivent, à un autre titre, vous inspirer une méfiance supplémentaire. Elles se feront, cette année, sous le signe de l'Union sacrée.

Tous les partis, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, se préparent à renouveler le crime de 1914. Devant la grave crise que le

monde traverse, ils s'avèrent tous prêts à réaliser sur votre dos l'union des classes.

Les menaces de guerre et l'Union sacrée

Aujourd'hui, sous le couvert de défendre la paix, on vous dit qu'il faut faire l'union des États pacifiques. C'est un mensonge. Il n'y a pas d'États pacifiques. Il n'y a que des impérialismes qui se disputent, par la force, la possession du monde.

Vous, travailleurs, vous devez rester en dehors de ces compétitions.

Vous devez avoir toujours présent à l'esprit que c'est toujours dans vos rangs que la guerre, sous quelque prétexte qu'on la fasse, fait ses victimes.

Et si vous voulez réellement militer contre le fascisme et contre la guerre, si vous voulez travailler pour la paix, pour le bien-être et pour la liberté, affirmez votre volonté révolutionnaire, contre l'État fauteur de guerre, contre le Capitalisme fauteur de misère, contre le fascisme fauteur de dictature, par l'action directe quotidienne et non par le bulletin de vote.

Travailleurs, faites vos affaires vous-mêmes !

1er mai 1936, dans LE LIBERTAIRE

Le 1er mai se déroulera cette année sous le signe du chloroformisme électoral. C'est dire qu'il sera calme et sera seulement dominé par le souci d'assurer une ambiance favorable au succès des candidats du Front populaire au deuxième tour de scrutin.

Ainsi en ont décidé les dirigeants syndicaux qui, se dérochant aux responsabilités qu'impose actuellement la lutte directe contre le patronat, ont asservi l'action ouvrière aux destinées pourtant sérieusement compromises du futur gouvernement de gauche.

Ce 1er mai 1936, qui à la faveur de la reconstitution du bloc syndical, fort nous dit-on de 1.200.000 adhérents, aurait dû marquer la renaissance d'une agitation ouvrière s'exerçant directement contre les profiteurs d'un régime que ses contradictions chaque jour plus criantes ont définitivement condamné, cette Journée traditionnelle de revendication et de lutte ouvrières sera, de par la volonté des bu-

reaucrates de la CGT une journée d'attente et d'asservissement électoral.

Il s'agit, paraît-il, de ne pas permettre à la réaction de brandir l'épouvantail révolutionnaire devant les classes moyennes et lui permettre de contrarier ainsi le succès des candidats du Front populaire en ballottage.

C'est là une haute stratégie contre laquelle nous avons le devoir d'alerter les syndicalistes soucieux de défendre leurs organisations contre le virus politicien qui tend de plus en plus à pénétrer le mouvement syndical.

Avons-nous tort de penser que les dangers de toutes sortes qui menacent le maintien de la paix commandent une action énergique et immédiate contre le conflit mondial qui se prépare ?

Et puisque le bureau confédéral, par la bouche de Jouhaux²² s'était déclaré récemment partisan d'une grève générale préventive contre la guerre, étions-nous mal inspirés en proposant que la CGT renouvelle l'exemple du 12 février 1934 et donne un premier avertissement aux fauteurs de guerre, en décrétant pour le 1er mai 1936 la grève générale qu'imposaient les circonstances ?

Nous pensons au contraire que la puissance de son unité syndicale retrouvée aurait donné à cette manifestation le caractère de force et de confiance nécessaire au mouvement ouvrier pour faire reculer les visées de la réaction et le préparer au rôle prépondérant qu'il est appelé à jouer dans les luttes futures.

Nous ne nous faisons d'ailleurs aucune illusion sur le sort de notre suggestion faites surtout dans le but de mettre le bureau confédéral au pied du mur. Or, comme nous nous y attendions, on s'est bien gardé, au club des cerveaux planistes, de faire écho à cette proposition "démagogique". Le réalisme de ces messieurs repose, concernant les remèdes à la situation intérieure, sur le bon vouloir du prochain gouvernement radical et sur ceux de la situation extérieure il s'en remet à la vigilance de la SDN²³ dont il n'est plus un militant sérieux pour prendre la défense.

Ainsi, cette journée revendicative, inaugurée voici cinquante années dans le sang des tra-

²² Léon Jouhaux, Secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) en 1936, avant de fonder avec les fonds de la CIA... Force Ouvrière (désormais, les camarades).

²³ Société Des Nations, ancêtre de l'ONU.

vailleurs de Chicago, cette journée librement choisie par les travailleurs de tous les pays pour commémorer le souvenir de ceux qui par centaines, par milliers sont glorieusement tombés dans les luttes sociales, cette journée où s'affirme la puissance terrible de la grève générale contre l'ennemi de classes est volontairement sabotée par ceux-là mêmes qui ont la responsabilité de diriger les luttes ouvrières de ce pays.

Tandis que l'on adopte une position d'expectative, la crise continue ses ravages, le million de chômeurs français, affamé reste une proie offerte aux convoitises du fascisme, les travailleurs encore dans les entreprises subissent les plus odieuses brimades et voient leurs salaires constamment réduits.

Le capitalisme, acculé dans ses derniers retranchements, cherche une issue dans le fascisme et la guerre. Bientôt la faillite du Front populaire lui fournira une occasion propice.

Il appartient aux syndicalistes qui ne se paient pas de formules toutes faites, à ceux qui dernièrement se sont ralliés autour d'une plateforme de lutte anti-guerrière sans équivoque de rendre au syndicalisme ouvrier français son indépendance et sa virilité d'antan.

Devant les dangers qui s'accroissent, et qui menacent à tout instant de déclencher la catastrophe, la partie restée saine du mouvement ouvrier doit prendre conscience d'elle-même et pallier l'insuffisance et la trahison des chefs félons.

Que cette journée du 1er mai, qui consacre l'avènement du printemps, qui magnifie, chaque année, le triomphe de la vie sur la mort, marque aussi l'avènement du renouveau syndical qui nous acheminera vers la société future qui succédera au vieux monde qui se meurt.

Nicolas FAUCIER²⁴

À BIENTÔT LES AFFAIRES SÉRIEUSES

La victoire électorale du Front populaire ne fait donc désormais plus de doute. Et voilà nos gens des partis victorieux dans l'enthousiasme. Tout au moins les communistes, qui s'avèrent, comme il était facile de

le prévoir, les grands bénéficiaires de l'opération. Leur jubilation est intense et même un peu insolente pour leurs "frères" socialistes qui, en bien des endroits, font les frais de leur victoire. Quant aux radicaux et autres néos, le glissement vers la gauche de ce qu'on appelle le corps électoral n'arrive pas à dissimuler leur recul d'influence. Il était naturel que nombre de petits rentiers, de petits bourgeois de toute sorte, dégoûtés des faillites successives du parti radical qui fut pendant cinquante années leur parti de classe, il était naturel qu'ils allassent maintenant vers le parti qui affirme leur meilleur défenseur, le parti communiste. Et si celui-ci a fait en avant un bond aussi net, c'est précisément parce qu'il a sacrifié à la défense de ces éléments non-prolétaires les revendications véritablement révolutionnaires de la classe ouvrière.

Nous voulons limiter à ces seules considérations les commentaires de cette "victoire" électorale.

Il y a pour nous autre chose. Demain, l'enthousiasme électoral étant tombé, le problème social restera posé dans son entier. Et ce n'est pas tel ou tel gouvernement qui pourra en détenir la solution.

La première conséquence du succès parlementaire du Front populaire sera, il serait vain de le contester, de créer une ambiance psychologique favorable aux luttes revendicatives. Et celles-ci ne tarderont pas à prendre une ampleur telle que le gouvernement au pouvoir qui aura la charge de faire régner l'ordre — et on sait que les communistes notamment s'affirment maintenant ses meilleurs partisans — sera contraint de choisir entre son maintien et le soutien des masses ouvrières en lutte pour le mieux-être.

C'est là qu'on s'apercevra du dualisme irréductible qui existe fatalement entre les gouvernants quels qu'ils soient et les gouvernés. Et c'est sur cette constatation politique aveuglante que nous basons notre propagande abstentionniste quand nous disons aux travailleurs que quand ils ont voté, fut-ce pour le plus rouge, ils n'ont strictement rien fait.

Déjà, d'ailleurs, sans doute pour éviter une désillusion trop grande, il se trouve des chefs communistes et syndicalistes, tels Racamond²⁵, qui reconnaissent que l'action syndi-

²⁴ Voir sa bio, <https://maitron.fr/faucier-nicolas-joseph-dit-saint-just-dictionnaire-des-anarchistes/>

²⁵ Julien Racamond (1885-1966), ouvrier boulanger, syndicaliste ouvrier. Un des dirigeants de la CGTU,

cale est plus importante que l'action politique, et que le grand capitalisme, la domination des oligarchies financières ne pourront être abattus que par ce qu'ils appellent par euphémisme une "pression pratique".

Nous, nous disons que la pression pratique, c'est l'action directe. C'est à celle-ci qu'il faut donner la préférence. Car c'est elle seule qui peut imposer à la bourgeoisie les revendications les plus élémentaires de la classe ouvrière et préparer son avènement.

L'amulette électorale est terminée. A bientôt les affaires sérieuses.

VERS D'AUTRES 1ER MAI

J'ai assisté et pris part aux premières manifestations du 1er mai.

Elles furent émouvantes et sensationnelles. Leur signification fut précise et claire.

En ce temps-là, la journée du 1er mai était celle de la mise sur pied, de la levée en masse des travailleurs de toutes catégories, se rassemblant, virils²⁶, à l'appel de leurs organisations de classe et défilant sur la voie publique en flots tumultueux et grondants.

Le mot d'ordre, alors n'était point imposé de donner, dans le calme et la dignité, l'impression d'une force sûre d'elle-même. Il n'était point question d'aller, bannières et drapeaux corporatifs claquant au vent, porter processionnellement et paisiblement aux Préfets et aux Maires le cahier des revendications ouvrières et prier les représentants de l'Ordre (de l'ordre bourgeois) de transmettre plus ou moins respectueusement aux Pouvoirs publics les desiderata du monde du Travail, politiquement asservi et économiquement exploité. À cette époque, on ne se bornait pas à se réunir en vase clos afin d'écouter bien sagement des discours bien sages.

Dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels, dans toutes les localités où la masse travailleuse représentait une proportion appréciable de la population, usines et fabriques, chantiers et ateliers étaient silencieux et déserts ; grands magasins et petites

boutiques étaient fermés, tandis que la rue était envahie par les travailleurs dont l'allure martiale, l'aspect décidé, les clameurs énergiques et les chants de révolte faisaient trembler les grands affameurs et inspiraient aux petits profiteurs une crainte salutaire.

C'était une journée où s'élevait, impétueux et menaçant, un souffle révolutionnaire.

Il n'en est plus ainsi. Le 1er mai est devenu, pour beaucoup, la "Fête du Travail", comme si — ô dérision ! — le Travail plus enchaîné, plus meurtri et plus affamé qu'il ne l'a jamais été, pouvait décemment fêter sa délivrance !

En honneur dans tous les partis politiques qui se proclament prolétariens et dans toutes les organisations économiques qui se disent syndicales, l'esprit de discipline a brisé toute initiative privée.

L'obéissance aveugle aux mots d'ordre des Comités directeurs et des chefs est devenue la règle et la coutume. Sont traités de provocateurs ceux qui s'insurgent contre ces maudites habitudes de soumission.

Le Prolétariat ne menace plus, il sollicite ; il n'exige plus, il quémande ; il ferme le poing, mais au lieu de l'abattre, vigoureux et vengeur, sur le mufler des politiciens qui le trahissent et des capitalistes qui l'exploitent, il se contente de le tenir en l'air.

Il marche sous les plis de la loque tricolore, symbole de la Patrie assassinée. Il hurle la Marseillaise, cantique des affameurs, aussi volontiers que l'Internationale, chant des affamés.

Cette honte va-t-elle continuer ?

Si la classe ouvrière et paysanne ne veut pas retourner à l'esclavage des siècles féodaux, il faut que, de toute urgence, elle déserte la voie dans laquelle ses dirigeants l'ont engagée ; il faut qu'elle retrouve son instinct combatif ; il faut qu'elle revienne à son esprit de révolte et reconquière son indépendance.

Est-ce donc devenu impossible ? Est-il trop tard ? La politique, cette chose sale et malodorante, a-t-elle à ce point infecté la masse des syndiqués, qu'il soit devenu impossible de débarrasser ceux-ci de cette infection ?

Les syndicats se sont-ils laissés tellement corrompre par le virus réformiste qu'il faille désespérer de les assainir ?

puis membre de la direction de la CGT de 1923 à 1953. Membre du Conseil économique et social de mars 1947 à juin 1955.

²⁶ De ce mot, n'en voulons pas trop à cet ancêtre, Sébastien Faure, qui vivait à une époque, fort heureusement presque révolue. NdE

Je ne veux pas le croire. J'aperçois deux moyens de ramener les travailleurs "conscients et organisés" dans la voie qu'ils n'auraient jamais dû abandonner et qui, seule, aboutit à la libération véritable du travail.

Le premier de ces moyens vise l'organisation elle-même, qu'il faut, à tout prix, revivifier en lui restituant une base et, de transmission en transmission, des rouages réellement et pratiquement fédéralistes.

Le second concerne l'action quotidienne et persistante, qui, coûte que coûte, doit cesser d'être politicienne et réformiste pour devenir directe et révolutionnaire.

Nos amis syndicalistes-révolutionnaires qui militent au cœur de la CGT réunifiée s'emploient de leur mieux à ce travail de redressement.

En dépit des énormes difficultés qui résultent de la faiblesse de leurs effectifs et de l'exiguïté de leurs ressources, les anarchistes et anarcho-syndicalistes groupés dans la CGT-SR²⁷ donnent vaillamment l'exemple et déploient une activité sans bornes en faveur d'une propagande et d'une action antiparlementaires, anti-étatiques et franchement révolutionnaires.

Énergiquement et inlassablement poussée par les uns à l'intérieur de la CGT réunifiée et par les autres au sein de la CGT-SR, cette œuvre de rénovation ouvrière finira-t-elle par triompher des influences politiques et réformistes qui paralysent le monde syndical ?

Mon optimisme "indécourageable" se plaît à l'espérer.

Si cet espoir n'est pas déçu, nous connaissons, dans les années qui vont suivre, des "1er mai" annonciateurs des grandes journées révolutionnaires qui, faisant table rase du Capitalisme, de l'État, des Parlements, des Patries et des Églises, affranchiront définitivement le Travail et feront de tous les travailleurs des êtres égaux, solidaires, libres et heureux²⁸.

Sébastien FAURE

8 mai 1936, dans LE LIBERTAIRE

QUE FERONT-ILS DE LEUR VICTOIRE ?

Ainsi, le Palais-Bourbon va connaître un renouvellement massif de ses locataires. Près de la moitié des politiciens professionnels ont été, par le corps électoral soudainement épris de neuf, renvoyés à leurs chères études, faisant place à de nouveaux venus dont une bonne part sont ou furent d'authentiques travailleurs.

Devant ce renouvellement important du personnel politique, une grande espérance est née au sein des masses ouvrières. Satisfaites d'avoir "bien voté", elles inclinent maintenant à attendre de grandes choses de ce nouveau Parlement et du gouvernement de Front populaire qui va en sortir. La joie éclate dans la presse de gauche et d'extrême-gauche devant un succès qui dépasse toutes les espérances.

Nous n'étonnerons personne en disant une fois encore que nous sommes loin de partager la liesse générale.

Certes, nous nous mentirions à nous-mêmes en disant que la forme politique de l'état social dans lequel nous vivons nous indiffère. Il ne nous est pas indifférent de pouvoir mener avec plus ou moins de quiétude notre propagande, et la lutte que nous avons été des premiers à préconiser contre le fascisme et pour l'unité d'action des travailleurs indique au moins ceci qu'il y a un péril qui nous paraissait plus que les autres pressant et que c'était le péril de la dictature fasciste.

Mais le tort des travailleurs, ce serait de croire que ce péril est désormais liquidé parce qu'ils ont envoyé siéger à la Chambre 145 socialistes et 72 communistes.

Nous oserons dire que c'est maintenant seulement que la véritable bataille va commencer. Et que c'est hors du Parlement qu'elle va se dérouler.

Cette lutte sera longue et pénible. C'est de cette vérité évidente qu'il faudrait pénétrer les travailleurs qui forment la classe sociale la plus intéressée à ce que ça change.

Lorsque, pendant la période électorale, nous leur disions que quand ils avaient voté, ils avaient accompli un geste sans portée, nous entendions par là leur faire comprendre que

²⁷ Confédération générale du travail - Syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR), ancienne confédération syndicale créée en 1926, comme scission anarchisante de la CGT-U. Interdite en 1939.

²⁸ Sébastien Faure, fait peut-être ici un excès de naïveté, et on peut peut-être l'en excuser. NdE

les modifications sociales réelles ne peuvent être obtenues par le bulletin de vote.

Ces modifications des rapports sociaux, dans l'état de désorganisation économique qui traduit la fin d'un régime, sont-elles, oui ou non, nécessaires ? C'est une question à laquelle tout le monde ouvrier répond par l'affirmative. Or, la moindre réforme économique contenue dans le programme du Front populaire, telles les 40 heures ou le contrat collectif, voit se dresser déjà l'opposition violente des grands capitalistes. De sorte qu'on pourra voter toutes les lois qu'on voudra, celles-ci resteront lettre morte si les ouvriers n'imposent eux-mêmes par la force les revendications qu'elles traduiront. Voilà donc en perspective rapprochée de graves conflits sociaux peu compatibles avec le maintien de l'ordre si cher désormais à nos révolutionnaires de Parlement.

Mais si nous sortons de ces considérations générales pour nous cantonner dans des préoccupations plus immédiates, là encore nous nous apercevons qu'il y a peu à compter sur le Parlement pour les matérialiser. Nous pensons surtout à l'amnistie, par exemple.

Le gouvernement de Front populaire aura-t-il l'énergie d'imposer aux nationalistes de tout poil — même rouge — cette amnistie intégrale attendue depuis si longtemps ?

N'oublions pas qu'en dehors des victimes des lois scélérates — les verrons-nous abrogées ? — il y a encore des milliers de déserteurs et d'insoumis de la dernière guerre, qui n'ont pas été amnistiés.

Cette lutte pour l'amnistie totale se confond d'ailleurs étroitement avec l'action à mener contre la guerre que préparent à la classe ouvrière mondiale les dirigeants de toutes sortes et de toutes couleurs.

Et là encore, il est clair qu'il n'y a pas trop à compter sur les nouveaux hôtes du Palais-Bourbon, tous plus ou moins acquis à l'idée d'une France FORTE, pour faire aboutir cette revendication bientôt vieille de vingt ans.

Peu avant le scrutin, Belin, dans une série d'articles du Peuple, posait avec une inquiétude assez clairvoyante aux triomphateurs d'aujourd'hui cette question : Que ferez-vous de votre victoire ?

Nous pouvons répondre en toute certitude à la place des intéressés. Ils n'en feront rien. Car ils n'en pourront rien faire si la classe ou-

vrière, plus confiante en elle-même qu'en ses pseudo-représentants, ne choisit des formes d'action, plus positives que l'inaction parlementaire.



LE SYNDICALISME, LUI-MÊME²⁹

27 avril 1936, dans L'HUMANITÉ

AUX TRAVAILLEURS !

Prolétaires des usines, travailleurs des champs, salariés du commerce, des banques, fonctionnaires, intellectuels, en participant à la MANIFESTATION DU PREMIER MAI vous démontrerez la puissance nouvelle du monde du travail qu'affirme son
UNITÉ RECONSTITUÉE

Il faut faire reculer la guerre, juguler les marchands de canons, pour que la PAIX triomphe définitivement !

Il faut en finir avec le chômage, par l'application de la semaine de quarante heures, la prolongation de la scolarité, les congés payés, le contrat collectif, etc.

Il faut vaincre les congrégations économiques, faire rendre gorge aux deux cents familles omnipotentes en imposant le Plan de rénovation économique et sociale de la CGT. Travailleurs, dans l'enthousiasme du coude à coude, désormais invincibles, EN AVANT !
La Confédération Générale du Travail.

Après la victoire des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

“La décision de grève générale à partir du 1er Mai reste entière tant que les accords n'auront pas été signés dans toutes les régions minières”.

Le bureau de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, réuni pour examiner la situation à la suite des faits intervenus depuis la tenue de son conseil national extraordinaire, enregistre, avec satisfaction les résultats obtenus au cours de la conférence tripartite qui eut lieu à Paris le 22 avril entre les représentants patronaux et ouvriers de la première région de la Fédération nationale du sous-sol et les Pouvoirs publics, résultats qui doivent s'étendre à tous les autres centres miniers.

Il se félicite de l'attitude observée par les représentants ouvriers de la première région, se réservant d'en référer à leurs mandants et affirmant leur solidarité avec les mineurs des autres centres.

Déjà, les pourparlers sont engagés dans plusieurs régions, sur la base des principes contenus dans le projet de convention issu de la Commission tripartite ; ces principes doivent présider à l'élaboration des conventions pour tous les autres bassins miniers, suivant les déclarations de M. Chautemps, ministre des Travaux publics, au nom du gouvernement, et de M. Marterer, président du Comité des Houillères du Centre et du Midi, au nom des compagnies minières.

Le Bureau fédéral souligne que les résultats obtenus, sont le fruit de la puissance syndicale, de l'activité des syndicats, de la Fédération nationale et de la préparation sérieuse de l'action, en vue de mobiliser la masse des mineurs ; il profite donc de cette circonstance pour appeler les mineurs à rejoindre, en plus grand nombre encore, les rangs de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol.

Le Bureau fédéral précise que la décision du Conseil national relative à la grève générale à partir du 1er mai dans tous les centres miniers, reste entière tant que la signature des accords n'est pas intervenue dans toutes les régions minières.

Il espère cependant que les représentants des Houillères et les Pouvoirs publics, feront diligence, à seule fin que les accords soient réali-

²⁹ Tel qu'il fut à l'époque.

sés avant le 1^{er} mai et entrent en vigueur dès cette date. Il rappelle que, de toute façon, la journée du 1^{er} Mai reste une journée de lutte revendicative, au cours de laquelle en abandonnant le travail et en participant aux meetings et manifestations organisés, les mineurs marqueront leur volonté de voir se réaliser :

- a) la Journée de 6 h. 30 sans réduction de salaire ;
- b) la création de l'Office national du charbon, en vue de réglementer la production, permettant un contrôle efficace sur la gestion des compagnies minières ;
- c) la dissolution effective des ligues fascistes ;
- d) l'organisation de la paix, par la sécurité collective et le désarmement ;

Vive le Premier Mai, journée internationale des travailleurs du monde entier !

Pour le pain, la paix, la liberté !

Le Bureau fédéral Vigne, Bard, Duguet, Legay, Panissal.

Un appel de l'Union des Syndicats de la Seine et de Seine-et-Oise

En ce Premier Mai 1936, où la gravité de la situation intérieure et extérieure exige une mobilisation complète d'action revendicative ardente et une vigilance soutenue de la classe ouvrière de la région-parisienne, face à la crise, aux menaces fascistes, aux dangers de guerre, l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne, désormais unifiée et forte de plus d'un quart de million d'adhérents, pour consacrer son union et sa puissance, vous appelle, partout, dans les usines, les ateliers, les chantiers, les bureaux, à réaliser la GRÈVE GÉNÉRALE LE PREMIER MAI 1936, à manifester avec ampleur et discipline :

- Pour la semaine de 40 heures ;
- Pour la défense des salaires et traitements (abrogation des décrets-lois) ;
- Pour les contrats collectifs ;
- Pour l'ouverture des grands travaux et les revendications des chômeurs ;
- Pour le plan de la Confédération générale du travail ;
- Pour la dissolution et le désarmement des ligues fascistes ;
- Pour la défense des libertés, le respect intégral du droit syndical ;
- Contre la guerre pour le maintien de la paix ;

Le matin tous et toutes aux lieux de pointage
l'après-midi tous et toutes aux manifestations et meetings.

Vive le Premier Mai de l'Unité syndicale, journée de puissante action revendicative !

Pour la défense des conditions d'existence, des libertés et de la paix !

L'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne.

Les "métros" seront dans l'action

La CGT réunifiée vient de lancer à travers toute la France les mots d'ordre de manifestation pour le Premier Mai, pour l'abolition des décrets-lois, pour l'amélioration de nos conditions de travail et de vie.

Le Syndicat général des métros, issu de l'Unité réalisée de notre corporation se devait de reprendre la formule lancée par notre Centrale syndicale et par notre Union des syndicats de la Seine, et de vous dire :

CAMARADES DU METRO

Chaque jour la rationalisation s'accroît dans notre corporation. Les fameux services dits "accélérés" sous le prétexte dérisoire de faire gagner 40 secondes à un voyageur, alors qu'on le fait "stationner" des 3, 4, 5 minutes dans l'attente d'une rame. La multiplication du portillon automatique, tout cela n'a qu'un seul but :

Diminuer le nombre d'agents en service et profiter du chômage inouï dont souffre la classe ouvrière parisienne pour opprimer par un chantage insolent son matériel humain.

Si vous n'êtes pas contents, c'est la porte, se permettent de dire certains chefs.

Chaque jour l'insolence des actionnaires de la Compagnie du métro s'accroît.

IL FAUT RIPOSTER !!!

Le Premier Mai est un jour de lutte revendicative !

Pour votre pain quotidien

Pour maintenir la paix

Pour vos libertés.

Préparez une puissante manifestation dans le métro, à l'image de l'action de vos aînés de 1919.

LES GRÉVISTES DU TEXTILE DE VAULX-EN-VELIN SERONT VICTORIEUX

Un mouvement de masse pour le 1er Mai est en préparation

Depuis quatre semaines, malgré les privations de toutes sortes, les exploités de Vaulx-en-Velin continuent ardemment la bataille pour vaincre la richissime société des firmes Gillet. Tout est tenté par le patronat pour arriver à éteindre la combativité des grévistes. Les jaunes provoquent, la police provoque et on arrête des ouvriers qui n'ont absolument rien à se reprocher.

Hier matin, trois nouvelles arrestations ont été opérées et maintenues.

À l'entrée de la cinquième semaine de lutte on espère par ces arrestations porter un coup à la grève au début de la semaine prochaine.

Les travailleurs de la même firme d'Izieux, qui, par solidarité, s'étaient joints au mouvement, il y a huit jours, tiennent toujours bon malgré la campagne tapageuse menée par les dirigeants chrétiens en vue de faire reprendre le travail à leurs adhérents. Les travailleurs d'Izieux, comme leurs camarades de Vaulx-en-Velin, sont bien décidés à ne reprendre le travail qu'après avoir obtenu satisfaction.

Hier au cours des assemblées de grévistes qui se sont tenues dans les deux localités, c'est dans l'enthousiasme que cette décision fut prise.

À Izieux, d'importantes mesures ont été prises pour activer la solidarité et ce jour même de nombreux collecteurs et collectrices parcourront Saint-Etienne, Saint-Chamond et d'autres localités pour ramasser de quoi nourrir les enfants des combattants victimes des féroces exploités.

D'autres firmes sont alertées en vue d'un élargissement du conflit et en vue aboutir à une grève de masse pour le 1er mai.



LA SOCIÉTÉ EN APERÇU

27 avril 1936, dans L'ŒUVRE

LE VOTE DES FEMMES

Malgré la pluie torrentielle gênant la récolte des bulletins de vote qui s'opérait par des sections installées en plein vent, les électeurs et les électrices du 5e arrondissement, sollicités de voter pour Mmes Louise Weiss et Denise Maurice-Finat ont déposé dans les urnes 14732 bulletins, dont 11288 pour les candidates et 3414 de principe pour le féminisme.

La cause du suffrage des femmes est en progrès considérable. Il faut, en effet, comparer les 14732 bulletins recueillis dans un arrondissement comptant 2 circonscriptions et 37000 foyers, aux 18200 bulletins recueillis aux élections municipales de mai dernier dans le 18e arrondissement comptant 7 circonscriptions et 85000 foyers.

DANS LE PAS-DE-CALAIS

En réponse à un article publié dans *l'Œuvre* du 29 janvier 1936, et intitulé « L'action cléricale dans le Pas-de-Calais », le maire de Bryas nous écrit :

Je n'ai jamais fait une pression quelconque sur les habitants de la commune de Bryas (Pas-de-Calais) pour qu'ils envoient à partir du mois de janvier 1936, leurs garçons à l'école libre mixte ouverte dans la commune, dont j'ai l'honneur d'être le maire et où je n'avais jusque-là admis que des filles. Je n'ai fait en la circonstance, qu'user des lois en vigueur et j'ai eu le plaisir de répondre en agissant ainsi au vœu de la plupart des habitants de la commune qui n'étaient pas satisfaits de l'enseignement insuffisant, du strict point de vue pédagogique, donné à l'école publique. Ce n'est pas hélas ! Le seul cas qui pourrait être actuellement cité en France. Je tiens à vous dire également que le 19 février, jour de fête religieuse dans la commune, a été demandé, comme jour de congé mobile, par l'institutrice actuelle, dès 1922, et toujours proposé depuis par le Conseil municipal, sauf à partir de l'année 1932 où il n'a pas été admis...

L'AGENT DE HITLER AU LYCÉE

Dans ce lycée de Paris, le professeur assistant d'allemand — un sujet du Reich — est nazi. C'est son droit.

Ce qui n'est plus son droit, c'est de se livrer, chaque jour, à une propagande hitlérienne, nettement caractérisée.

— Dans les classes où il exerce, nous signale un groupe d'élèves, on traduit des textes à la louange d'Hitler et des camps de travail, avec commentaires élogieux à l'appui.

Beaucoup en ont assez et ne le cachent pas.

Quant aux jeunes "nationalistes" ils sont au mieux, cela se conçoit, avec l'agent d'Hitler.

M. Guernut³⁰ ne pourrait-il pas rappeler à ce dernier que c'est bien en France qu'il enseigne et non dans un lycée de Berlin...

TOUJOURS LA STRATOSPHERE

D'après le *Sunday Dispatch* le professeur Piccard préparerait une nouvelle ascension dans la stratosphère. Il se munirait, cette fois-ci, d'un appareil de radiophonie assez puissant pour pouvoir être entendu à une distance de 17 milles.

³⁰ Henri Guernut, homme politique, ministre de l'Éducation nationale du 24 janvier au 4 juin 1936.

Le professeur, dans une interview au journal, annonce même qu'il prendra des passagers dans son ballon stratosphérique, à condition que chaque passager paye sa place 20000 livres sterling.

Y aura-t-il des candidats ?

MADRID PROTESTE !

Les protestations qu'ont soulevées, ici les "corridas" données au Palais des Sports ont éveillé *tra los montes*³¹ un écho inattendu.

La presse madrilène s'élève avec ensemble, contre les "indignes simulacres" qui se sont déroulés à Paris et qui ne sont que la pâle caricature, dit-elle, d'un spectacle plein de noblesse et de grandeur.

« Des courses de taureaux sans picadors, sans banderilles et sans mise à mort, quelle offense à la vérité et à la tradition ! » s'écrie *El Debate*, organe du señor Gil Robles³².

Au risque de passer pour un agent de la CEDA, il convient d'approuver, en l'occurrence, le grand quotidien de la Société de Jésus, car l'exhibition d'un médiocre bétail travaillé sous une verrière de vélodromes au feu des projecteurs, par des toreros d'exportation, ne peut que détourner le public parisien d'un spectacle pour lequel il n'est d'ailleurs point fait.

La tauromachie est un "art"³³ qui ne s'acclimatera jamais au nord de la Loire : les "aficionados" de la Capitale sont les premiers à le proclamer ; dans le Midi même, les courses, trop souvent décevantes, manquent. la décadence d'un jeu dénoncée par les Espagnols eux-mêmes.

Restons-en modestement à nos petites vaches landaises et à nos nerveux et souples écarteurs. Ainsi nous ne risquerons pas de contrister nos ombrageux voisins, pour lesquels un taureau "emboulé"³⁴ et le jeu des cocardes sont de pitoyables dérisions.

ARRESTATION D'UN REPRIS DE JUSTICE

³¹ "À travers les montagnes".

³² Gil Robles, homme politique espagnol, chef de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) durant la période de la seconde république et de la guerre d'Espagne (1931-1936-1939).

³³ Opinion que je ne partage absolument pas ! NdE

³⁴ Munir des cornes de boules pour des mesures de protection.

La police a envoyé au dépôt le repris de justice Fernand Antichans, 30 ans, frappé d'interdiction de séjour, valet de chambre dans une pension de famille, 72, faubourg Poissonnière.

Hier matin, Antichans avait attaqué dans sa chambre, au sixième étage, sa compagne de travail, Mlle Thérèse Tarraux, 24 ans, qui avait repoussé ses avances. Pour tenter d'arriver à ses fins, il lui appliqua, alors, sur le visage un tampon imbibé d'ammoniac qui l'a brûlé sérieusement.

Aux cris de la victime, l'agresseur prit la fuite, mais fut arrêté peu après.

HISTOIRE ESPAGNOLE

Un inspecteur de police s'enfuit avec la femme qu'il était chargé d'arrêter

Madrid, 26 avril. — À la suite d'une perquisition effectuée chez Mme Urraca Pastor, militante monarchiste connue, perquisition au cours de laquelle un revolver avait été saisi, la police avait décidé de procéder à son arrestation.

Au bout de plusieurs heures, n'ayant pas vu revenir l'inspecteur chargé d'arrêter Mme Urraca Pastor, la police a procédé à une rapide enquête. L'inspecteur et la monarchiste s'étaient enfuis ensemble.

On les recherche activement.

4 mai 1936, dans LE POPULAIRE

Berlin, 3 mai. - Une conversation a eu lieu ces derniers jours entre Hitler et certains représentants de l'industrie de la Ruhr ; on aurait surtout parlé de nouveaux impôts. Les industriels attirèrent l'attention d'Hitler sur le fait que les impôts envisagés seraient inacceptables pour l'industrie sans des mesures incisives en vue de réduire les salaires. Les industriels ont fait remarquer que l'augmentation de 5 p. 100 du tarif de marchandises des chemins de fer du Reich n'avait été rendu possible que par la permission donnée aux industriels par le ministère de l'Économie, d'en grever les consommateurs. Hitler répondit aux industriels qu'il mettrait à leur disposition de la main-d'œuvre bon marché au moyen de ré-

servistes de "l'armée du travail", armée fondée de chômeurs qui ne touchent plus un sou d'assistance et que l'on fait travailler à un salaire de 2 RM par jour pour un père de famille, et 1,50 RM pour un ouvrier non-marié. Cette main-d'œuvre permettrait en outre aux industriels de faire une pression sur le niveau des salaires des autres catégories d'ouvriers. La réalisation de ce plan sera accompagnée d'une nouvelle campagne de propagande en faveur d'une « vie Spartiate ».

UN DRAPEAU ROUGE FLOTTAIT AU CLOCHER D'UNE ÉGLISE PRÈS DE BAR-LE-DUC

Bar-le-Duc 3 mai. - À Vesney, ce matin, les habitants ont constaté que, pendant la nuit, un immense drapeau rouge avait été arboré sur le clocher de leur paroisse.

Longtemps, l'emblème "séditieux" flotta sur l'église sous l'œil consterné du curé de la paroisse. Enfin, un jeune homme, non sans risquer de se rompre le cou, est monté au sommet de l'édifice et a détaché le drapeau.



L'EXTRÊME-DROITE AU POING

27 avril 1936, dans L'HUMANITÉ

POURQUOI LE DÉCRET DE DISSOLUTION DE L'ACTION FRANÇAISE N'EST-IL PAS APPLIQUÉ ?

Des camelots du roi en armes font irruption dans une réunion du ministre radical Guernut et provoquent de violentes bagarres.

29 fascistes arrêtés. On a trouvé sur eux des armes de toutes espèces, du casse-tête au pistolet automatique.

Meaux. De violents incidents se sont produits samedi soir à Château-Thierry dans une réunion électorale de M. Guernut, radical socialiste, ministre de l'Éducation nationale, député sortant de la circonscription.

Plus de deux mille personnes s'étaient rassemblées dans la salle des conférences pour entendre leur candidat répondre à ses contradicteurs. La réunion se déroulait dans le calme et l'on pensait que nul incident provoqué par les éléments locaux ne viendrait la troubler, lorsque soudain, une bagarre très violente éclata, causée par des perturbateurs étrangers à la circonscription et venus spécialement de Paris.

Ces manifestants, dont le nombre n'était pas éloigné de la centaine, étaient arrivés en plusieurs autocars qui stoppèrent ensemble devant la salle des conférences.

Les jeunes gens qui participaient à ce "raid" bien organisé tentèrent de se frayer un passage jusqu'à la tribune où se trouvait M. Guernut. Des chaises volèrent en éclats et l'atmosphère fut rendue irrespirable par quelques bombes lacrymogènes. De très nombreuses personnes furent blessées ou contusionnées au cours de la bousculade qui se produisit, tandis qu'on évacuait la salle. Cependant, devant la résistance de la population, les agresseurs durent fuir. Ils s'engouffrèrent en hâte dans les autocars et les automobiles qui les avaient amenés et prirent la direction de Paris.

La gendarmerie put établir un barrage à l'entrée Est de Meaux, à l'intersection des routes nationales 3 et 36.

Vers minuit, un autocar bleu, venant de Château-Thierry, fut arrêté par les gendarmes.

Dans ce car avaient pris place une trentaine de jeunes gens, parmi lesquels beaucoup d'étudiants, qui tous appartenaient à des groupements d'Action française.

On fouilla leur véhicule, où l'on trouva trois coups de poing américains, un pistolet automatique, un revolver à barillet et dix-huit cannes plombées, matraques, masselottes ou torsades de plomb. Il est d'ailleurs probable que les manifestants se débarrassèrent de leurs autres armes le long de la route.

La gendarmerie vérifia l'identité des occupants de l'autocar. Ce sont Pierre Canel, Roger Combaz, Damas Souris, Charles Dreyer, Léon Fabert, Jacques Folliot, Pierre Ginattier, Pierre Girard, Bernard Guillemain, Serge Guy, Jean Houdaille, Louis Judet, Henry Lacan, Roger Lagarde, André Leilèvre Lucien Leplat, Gilbert Leriche, Jacques Leroy, Raymond Manoury, Édouard Mâréchal, Jacques Ménager, Moisson Mareschal de Météclain, Jean Moreau, Henry Nicolle, André et Roger Pichon, Jean Salvatori, Gérard Villefert, Jèan Vauthier.

Ces vingt-neuf individus ont été mis à la disposition du juge d'instruction. Douze d'entre eux ont été inculpés de port d'armes prohibées. Le car, dont les occupants ont été arrêtés, est le seul dans lequel des armes ont été trouvées ; mais plusieurs autres véhicules ont

été, dans la nuit, visités par les gendarmes sur la route de Paris à Château-Thierry, et 80 personnes ont dû attendre, dans différentes brigades, que leur identité soit vérifiée.

Ainsi l'Action française, contre qui a été pris un décret de dissolution, peut encore mobiliser, des troupes armées qui vont matraquer de paisibles citoyens. Est-ce ainsi que le gouvernement Sarraut applique ses propres décisions ? Est-ce ainsi que le gouvernement comprend la défense républicaine ?

Dans L'ŒUVRE

Les luttes religieuses ne cessent pas dans le IIIe Reich

Berlin, 26 avril. — Klein et Gross-Hausen sont deux villages voisins. Ils forment une seule commune, mais sont de religion différente. Le bourgmestre national-socialiste ayant décidé la suppression des écoles confessionnelles et la création d'une école commune, les habitants catholiques de Klern-Hausen protestèrent contre cette mesure.

Le jour de l'ouverture de la nouvelle école, ils se rendirent en cortège devant la mairie, poussèrent des huées, sifflèrent le bourgmestre et empêchèrent les enfants de pénétrer dans le bâtiment scolaire.

Les gendarmes durent intervenir. La foule leur opposa une vive résistance. Des arrestations furent opérées.

Cette affaire s'est terminée par la condamnation de quatorze habitants à des peines variant entre deux semaines et six mois de prison.



L'INTERNATIONAL EN FUREUR

27 avril 1936, dans L'HUMANITÉ

LE DANGER DE GUERRE EN EUROPE

La portée alarmante des entretiens
polono-hongrois de Budapest

M. Koscialkowski, président du conseil de Pologne, a quitté, hier, Budapest pour Varsovie.

Le *Pester Lloyd* apporte quelques précisions sur les résultats alarmants des négociations qui ont eu lieu entre le dirigeant polonais et les fascistes hongrois.

Ce journal confirme que la Pologne veut conserver tous ses intérêts dans le bassin danubien et veut avoir son mot à dire dans toutes les questions le concernant.

Ensuite, qu'un accord existe entre la Pologne et la Hongrie pour s'opposer "à la thèse de ceux qui croient pouvoir conclure des difficultés européennes actuelles que la solution de maints problèmes vitaux ne peut être trouvés que par des moyens de force, en aggravant et en généralisant les possibilités de conflit". Cela signifie l'opposition à la conception de la sécurité collective pour le maintien dans la paix du statu quo actuel.

Puis le Pester Lloyd déclare que “la collaboration polono-hongroise permettra de jeter un pont entre certains États, si on comprend la nécessité de la justice”. Cela signifie que des avances doivent être faites en commun, mais séparément, aux États de la Petite Entente, afin de désagréger cette dernière et favoriser les plans révisionnistes hongrois, pour annuler le traité de Trianon et remanier, avec l’aide du Reich, la carte de l’Europe.

On cherche à amoindrir la portée des négociations de Budapest en disant que le fait que Beck n’accompagnait pas Koscialkowski en Hongrie montre que Varsovie reste réservé. Mais nous soulignons que dans la délégation polonaise, il y avait Kobylanski, directeur de la section politique du ministère des affaires étrangères et homme de confiance du prohitlérien Beck. Cette présence donne une portée tout à fait exceptionnelle aux tractations polono-hongroises.

Et voilà que l’on annonce que Gœring comme il fut récemment encore en Pologne certainement pour mettre au point la politique amorcée par les entretiens de Budapest, va aller “chasser” en mai en Hongrie.

**LES CONCLUSIONS
DE LA DÉLÉGATION INTERNATIONALE
DE PARLEMENTAIRES ET DE JURISTES**
Thaelmann³⁵ doit être libéré ou renvoyé devant un tribunal offrant des garanties d’indépendance

MM. Davies et Ellis Smith, de la Chambre des Communes, représentant les 100 députés anglais signataires de la requête au chancelier Hitler en faveur de Thaelmann, Guillemard, de la section française du Secours rouge international, Bastien, de la section belge de l’Association juridique internationale, membres de la Délégation internationale qui s’est rendue à Berlin pour saluer Ernst Thaelmann à l’occasion de son 50^e anniversaire et enquêter sur la situation des emprisonnés politiques, viennent de quitter l’Allemagne. Les délégués ont fait de nombreuses démarches notamment au ministère de la justice du Reich.

³⁵ Président du Parti communiste allemand, arrêté le 3 mars 1933, assassiné par les nazis à Buchenwald le 18 août 1944. NdE

Par suite de l’absence de Berlin du ministre Görtner et de tous les fonctionnaires compétents du ministère de la justice, ils n’ont pu obtenir la moindre information quant au renvoi de Thaelmann devant ses juges, bien que l’assurance en avait été donnée en août 1935 aux membres du Congrès international pénal de Berlin.

Ils n’ont pu, pour les mêmes motifs, obtenir aucune information sur le sort des autres emprisonnés politiques actuellement maintenus en prévention. Les délégués ne peuvent tirer de cette attitude dilatoire des autorités allemandes que les conclusions suivantes : qu’il apparaît de plus en plus que l’incarcération de Thaelmann ne peut être considérée comme ayant la moindre cause juridique sérieuse, conclusion qui résulterait déjà du contenu de l’acte d’accusation récemment publié à l’étranger ; que le renvoi devant un tribunal qui mettrait les autorités allemandes en mauvaise posture, n’aura probablement pas lieu ; qu’il importe donc que la protestation internationale contre ce déni de justice se renforce de plus en plus afin de provoquer la seule alternative humaine et équitable : ou la libération de Thaelmann, ou son renvoi devant un tribunal offrant des garanties d’indépendance et d’objectivité.

**LA GRÈCE VA FORTIFIER
LES ÎLES LEMNOS ET SAMOTHRACE**

On annonce qu’à la suite de la remilitarisation des Détroits par la Turquie, la Grèce va procéder à la fortification des villes de Lemnos et Samothrace qui dominant l’entrée des Dardanelles. L’état-major grec a considéré que, pour le moment, il n’était pas indispensable de construire des fortifications sur les îles de Samos, de Métilène, de Chio et de Nikaria.

**DE VIOLENTS COMBATS
SUR LE FRONT SUD ÉTHIOPIEN**

Le maréchal Badoglio annonce dans son communiqué d’hier qu’un violent combat s’est déroulé sur le front sud, où, à l’aube du 24 avril, les troupes éthiopiennes motorisées ont attaqué les forces italiennes à Dagga-Medo, occupée la veille par les envahisseurs. Il y a de nombreux morts et blessés.

Si vous constatez au contraire les bons effets de la "petite dose" pour votre estomac, votre constipation, vos rhumatismes, vos douleurs, vous aurez eu votre Kruschen gratuit pendant quinze jours. C'est une aubaine dont il faut profiter.

Allez acheter dès aujourd'hui votre Paquet Géant. Tous les pharmaciens en ont.

N'HÉSITÉZ PAS... GILLETTE BLEUE

Chaque matin, faites la joie de votre épiderme. Rasez-vous avec la lame Gillette Bleue à double trempe électrique. Ses tranchants sont vifs, doux, durables.

Avec la Gillette Bleue, vous vous rasez de très près, avec douceur, et vous obtenez - par lame - plus de barbes, toutes parfaites.

10 f. Les dix lames

Gillette bleue à double trempe électrique

TROIS MALHEURS POUR UN ENFANT !

Mal dormir, mal manger, mal évacuer. La cause, de ces maladies qui tourmentent les mères de famille est presque toujours la présence de vers et de glaires. Les glaires rendent pénibles les digestions, provoquent des embarras intestinaux, amènent chez l'enfant des terreurs nocturnes, de l'agitation, des couleurs pâles, une anémie dangereuse. Alors la nécessité d'un sirop dépuratif vermifuge et laxatif est évidente. Les Laboratoires de la célèbre Poudre Vermifuge Lune viennent de mettre au point un sirop dépuratif antiglaireux absolument merveilleux : sans calomel ni opium, il calme les enfants en leur nettoyant le tube digestif, l'appétit revient, les nuits sont bonnes, les selles deviennent régulières, l'action dépurative se développe en chassant les gourmes, les boutons, les rougeurs. La toux des vers disparaît immédiatement. Le sirop Lune est d'une douceur extrême et peut être donné à tous les enfants. C'est un laxatif idéal. Le grand flacon pour deux cures complètes coûte 10 francs chez votre pharmacien. Ce grand flacon vous dure trois mois car vous donnerez une cure toutes les six semaines, c'est indispensable à cette époque de l'année. Demandez bien le sirop Lune.

RÉVEILLEZ LA BILE DE VOTRE FOIE

Sans calomel

Et vous sauterez du lit le matin
"gonflé à bloc"

Il faut que le foie verse chaque jour un litre de bile dans l'intestin. Si cette bile arrive mal, vos aliments ne se digèrent pas, ils se putréfient. Des gaz vous gonflent, vous êtes constipé. Votre organisme s'empoisonne et vous êtes amer. Abattu. Vous voyez tout en noir !

Les laxatifs sont des pis-aller. Une selle forcée n'atteint pas la cause. Seules les PETITES PILULES CARTERS pour le FOIE ont le pouvoir d'assurer le libre afflux de bile qui vous remettra d'aplomb. Végétales, douces, étonnantes pour faire couler la bile. Exigez les Petites Pilules Carters pour le Foie. Ttes Pharmacies : 9frs 75.

EN SOIGNANT VOTRE ESTOMAC vous améliorez l'état de votre foie, de vos reins et de vos intestins

Dans le corps humain tout se tient. Si l'estomac fonctionne mal, c'est-à-dire ne remplit pas complètement sa quote-part des fonctions digestives, un surcroît de travail est automatiquement imposé aux autres organes : foie, reins, et surtout à l'intestin. À la longue, cet effort supplémentaire se fait sentir par divers symptômes : afflux de bile (aigreurs), congestion rénale (douleurs dans le dos), constipation.

Combien de fois, en soignant leur estomac, des martyrs de leurs reins, de leur foie, de leur intestin ont amélioré leur sort. Il ne faut donc négliger aucun malaise de l'estomac. Si, après les repas, vous ressentez de la somnolence, c'est que les aliments se digèrent mal ; les renvois acides, la flatulence, les gaz, le mal de cœur, les migraines, la bouche amère n'ont en général pas d'autre cause. L'ulcère de l'estomac est également assez souvent le résultat de maux bénins au début, mais trop longtemps négligés.

Une petite dose de poudre ou quelques comprimés de Magnésie Bismurée pris dès le premier symptôme le feront disparaître immédiatement et vous éviteront bien des souffrances. Inutile d'attendre des heures, des jours, des semaines pour être soulagés de tous

vos maux d'estomac. Toutes pharmacies, en poudre et comprimés, 10 Frs. ou 14 frs. 85, grand format économique.

ADIEU CATAPLASMES
ET VENTOUSES, COLLUTOIRES
ET POTIONS !

Voici
MIEUX !
Un médicament fourni
par la Nature elle-même

Tous les médecins spécialistes connaissent l'efficacité de l'huile de naphte, de l'ichtyol et des dérivés du soufre, dans les irritations des muqueuses (nez, gorge et trachée). Or, ces trois éléments, avec beaucoup d'autres, se trouvent, dosés par la Nature elle-même, dans un liquide que, goutte à goutte, distillent les vieux terrains bitumineux des Pyrénées. Cette véritable spécialité naturelle fait merveille dans :

Toutes les inflammations aiguës ou chroniques du nez, de la gorge et des bronches, le coryza, l'angine, l'extinction de voix, les toux d'irritation nerveuse. C'est la Providence de ceux, dont la voix est un instrument de travail.

Médicament de Saint-Baès

La spécialité naturelle qui donne :

Muqueuses robustes – Voix claire – respiration libre

Dans toutes les bonnes Pharmacies - Le grand flacon : 10.80.



LES FAITS-DIVERS EN FOLIE

27 avril 1936, dans L'HUMANITÉ

LES DRAMES DE LA VOIE FERRÉE

Le cadavre décapité d'un sergent-chef est découvert près de Versailles

Versailles, 26 avril. On a découvert, ce matin, sur la voie ferrée de la ligne, de Dreux à 200 mètres de la gare de Clayes, le cadavre décapité du sergent-chef Paul Rymeyko, 33 ans, originaire de Lyon et faisant partie du 509^e régiment de chars d'assaut, à Maubeuge. Ce sous-officier, avec trois de ses collègues, était venu vendredi faire un stage à l'école des chars d'assaut de Versailles. Il fut aperçu seul, hier après-midi, dans la région de Clayes. On ignore s'il s'agit d'un accident ou d'un suicide.

LA DOUBLE AGRESSION D'ENTRECHAUX

Toulouse, 26 avril. L'enquête sur le double drame dont a été le théâtre une ferme isolée à Entrechaux. (Vaucluse), a apporté quelques renseignements intéressants sur la direction prise par le meurtrier après sa tentative criminelle. Gabriel Kamthaus se fit transporter à

Carpentras par le chauffeur de taxi qui l'avait conduit de Toulouse jusqu'à proximité de la ferme des époux Imbert. Il prit alors un billet pour Toulouse où il arriva vendredi matin, vers 5 heures. Il se rendit immédiatement chez une de ses amies. Après avoir fait sa toilette, il dormit pendant une heure environ, puis repartit pour une direction inconnue. La police est sur ses traces.

Dans L'ŒUVRE

COUPS DE COUTEAU À NICE

Nice, 26 avril. — Cet après-midi, vers 2 heures, à la suite d'une brève discussion d'ordre électoral, un employé de commerce, M. Jean Bagnasco, a été frappé de deux coups de couteau, non loin d'un bureau de vote, par deux individus.

Le blessé, qui a été profondément atteint dans la région dorsale, a été admis à l'hôpital.

A BORDEAUX

En plein jour trois individus
attaquent chez lui un comptable

Bordeaux, 26 avril. — Ce matin à 11 heures 15, trois individus se sont présentés chez M. Paul Boiteau, âgé de 41 ans, comptable, et lui ont demandé une certaine somme d'argent. Comme M. Boiteau refusait, l'un d'eux a tiré sur lui cinq coups de revolver, le blessant grièvement dans la région dorsale.

Sur les indications de passants, des gardiens de la paix ont pu appréhender le meurtrier et ses complices, ces deux derniers Allées de Chartres et le meurtrier dans un immeuble de la rue Ferrère où il s'était réfugié et avait dissimulé son revolver et les cinq douilles vides.

Il s'agit des nommés Pierre Billiard, âgé de 21 ans, d'Ingre (Loiret), sans domicile fixe ; René Pélissier, âgé de 23 ans, demeurant à Bordeaux ; Vincent Guermeur, âgé de 21 ans, de Lagonna-Daoulas.

M. Boiteau a été transporté à l'hôpital.

Le meurtrier Billiard avait fait ce matin à 9 heures une première tentative de demande de fonds auprès de M. Boiteau. Il s'était fait accompagner de Pélissier. M. Boiteau ayant refusé, les deux hommes sont revenus à 11h15 et, cette fois, en compagnie de Guermeur, Bil-

liart devait remettre une partie de la somme à son complice Pélissier et rentrer ensuite à Paris avec Guermeur.

Ils ont été interrogés par le chef de la Sûreté bordelaise et mis à la disposition du procureur de la République pour tentative de meurtre et complicité.

PRÈS DE VERSAILLES

Le corps d'un sergent-chef
gisait sur la voie ferrée

Versailles, 26 avril. On a découvert hier matin, à la première heure, sur la voie ferrée, à 200 mètres de la gare de Villepreux-les-Clayes, le cadavre décapité, d'un sous-officier du 509^e régiment de chars d'assaut en garnison à Maubeuge, le sergent-chef Paul Rymeyko, né le 20 octobre 1903 à Lyon.

D'après la position du corps, on suppose que ce sous-officier s'est couché de lui-même sur la voie ferrée, car la tête était nettement sectionnée, ainsi qu'une main.

De l'enquête ouverte par la gendarmerie, il résulte qu'il était arrivé à Versailles avec trois autres sergents du même régiment, vendredi soir, pour effectuer un stage de quelques jours à l'École de Versailles.

Après avoir diné tous quatre dans un restaurant, Rymeyko quitta subitement ses camarades sans faire connaître ses intentions. Dans la nuit, il revint à la caserne paraissant avoir une hémorragie dans la bouche. En effet, on a trouvé dans ses poches un mouchoir tout ensanglanté.

Il avait fait un long séjour dans les colonies et l'on suppose que le sous-officier aura mis fin à ses jours dans un accès de neurasthénie.

L'autopsie sera probablement pratiquée par le docteur Détis, médecin-légiste.

4 mai 1936, dans LE POPULAIRE

À LIVRY-GARGAN UN BAMBIN BLESSE GRIÈVEMENT SON PÈRE D'UN COUP DE REVOLVER

À Livry-Gargan, l'autre soir, un enfant de 9 ans a grièvement blessé son père dans les circonstances suivantes :

M. Charles Leroy, 55 rue Étienne-Dolet, était en désaccord avec sa femme et discutait avec

elle sans qu'à aucun moment la moindre menace ait été proférée par l'un ou par l'autre.

Effrayé par la voix tonnante de son père et craignant pour sa mère, l'enfant, un garçonnet de neuf ans alla chercher un revolver dans un tiroir, et s'approchant de son père à pas de loup, lui tira une balle dans le dos.

Grièvement atteint à la colonne, vertébrale, M. Leroy a été transporté à l'hôpital de Montfermeil où son état a été jugé très sérieux.

CHAUFFARD ET SATYRE
UN MULHOUSIEN
EST SÉVÈREMENT CONDAMNÉ

Mulhouse, 3 mai. (De notre corr, part.) - Le tribunal correctionnel de Mulhouse s'est occupé consécutivement de trois affaires, dont le héros est toujours la même personne, un certain Steiger. Il est accusé de quatre délits. Le premier d'avoir renversé avec sa voiture et gravement blessé deux hommes ; le second d'avoir tué un autre homme avec son automobile ; le troisième d'avoir pris la fuite ; le quatrième d'attentat à la pudeur.

Il avait en son temps renversé, rue de Strasbourg, deux motocyclistes, Leinweber et Lueger. Les deux hommes sont complètement invalides depuis cet accident. Le tribunal condamna Steiger à un an de prison et à une provision de 15000 francs qu'il devra verser à M. Leinweber, et de 8000 francs à M. Lueger. Une expertise devra établir le montant définitif des dommages et intérêts.

La seconde affaire est plus grave. Dans la nuit du 9 mars, Steiger renversa et tua un passant, rue du Rhin, à l'île Napoléon. Au lieu de s'occuper de sa victime, il prit la fuite. Les soupçons se portèrent d'abord sur un certain Ringenbach, au nom duquel Steiger avait fait immatriculer sa voiture après le premier accident. Les recherches de la police permirent finalement d'identifier Steiger, mais entre-temps celui-ci avait vendu tout ce qu'il possédait, pour ne pas être obligé de payer d'indemnité à ses victimes. L'affaire est tellement grave qu'elle a été mise en délibéré. Le jugement sera seulement rendu le 14 mai. Ajoutons que Steiger n'avait pas de permis de conduire.

Le quatrième cas qui est reproché à Steiger, c'est d'avoir, le 25 janvier dernier, enlevé dans sa voiture deux femmes et d'avoir com-

mis un attentat à la pudeur. Pour ce délit, Steiger et un complice sont condamnés chacun à 15 jours de prison.

Dans L'ŒUVRE

Au seuil de "l'inconnu"

Sous l'égide du Front National la réconciliation française coule à pleins bords.

Samedi soir à l'issue de la cérémonie de l'Arc de Triomphe, à laquelle avaient participé la section de Bordeaux de l'UNC³⁶ et une délégation de l'École de perfectionnement du GMP³⁷, la musique venait de regagner la station du métro Obligado³⁸, quand une bande de 200 camelots du roi, pour des raisons que seul M. Maurras, sans doute, doit être en mesure de fournir, se mirent à pousser des cris et des injures.

Ce qui, on le devine, n'eut pas le don de plaire aux participants à la cérémonie.

Ceux-ci prirent fort mal les choses et une bagarre générale s'ensuivit. Et je te cogne, et je t'arrache les cheveux et je te bourre de coups de pieds.

Comme il arrive toujours, en ces cas-là, le service d'ordre dut intervenir. On sépara les combattants. On procéda à sept arrestations. Et tout rentra dans l'ordre.

Avouez tout de même que ce combat entre sectionnaires de l'UNC les troupes de MM. Jean Goy³⁹ et Lebecq (svp !) et les camelots ne dut manquer ni de pittoresque, ni d'intérêt...

³⁶ L'Union nationale des combattants (UNC) est une association française d'anciens combattants, issue de la Première Guerre mondiale.

³⁷ Gouvernement Militaire de Paris.

³⁸ Aujourd'hui station "Argentine".

³⁹ Cofondateur avec Marcel Déat du Rassemblement national populaire, parti politique collaborationniste pro-nazi.

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

1936, année symbolique d'une époque... ici traitée en dix thèmes avec des articles d'archives de quelques journaux qui esquissent comme un "portrait chinois".

extrait de "Le libertaire" du 1er mai 1936 :
"À BIENTÔT
LES AFFAIRES SÉRIEUSES

La victoire électorale du Front populaire ne fait donc désormais plus de doute. Et voilà nos gens des partis victorieux dans l'enthousiasme. Tout au moins les communistes, qui s'avèrent, comme il était facile de le prévoir, les grands bénéficiaires de l'opération. Leur jubilation est intense et même un peu insolente pour leurs "frères" socialistes qui, en bien des endroits, font les frais de leur victoire. Quant aux radicaux et autres néos, le glissement vers la gauche de ce qu'on appelle le corps électoral n'arrive pas à dissimuler leur recul d'influence. Il était naturel que nombre de petits rentiers, de petits bourgeois de toute sorte, dégoûtés des faillites successives du parti radical qui fut pendant cinquante années leur parti de classe, il était naturel qu'ils allassent maintenant vers le parti qui affirme leur meilleur défenseur, le parti communiste. Et si celui-ci a fait en avant un bond aussi net, c'est précisément parce qu'il a sacrifié à la défense de ces éléments non-prolétaires les revendications véritablement révolutionnaires de la classe ouvrière. Nous voulons limiter à ces seules considérations les commentaires de cette "victoire" électorale. Il y a pour nous autre chose. [...]"



Partage gratuit - Libre de Droits